

III. – Hégémonie du socialisme allemand

1) Évacuer les anarchistes de l'Internationale

Après la fin de l'Association internationale des travailleurs, les militants anarchistes qui voulaient conserver un contact avec le socialisme international participèrent aux congrès internationaux puis, après la fondation de la II^e Internationale en 1889, aux congrès de cette dernière. Le principe de leur présence à ces congrès n'était pas contesté par la masse des délégués mais la social-démocratie allemande va tout faire pour les en expulser.

Cela prendra presque vingt ans, pendant lesquels les dirigeants socialistes allemands vont s'efforcer de faire adopter aux congrès successifs des critères d'adhésion de plus en plus étroits.

Au Congrès international ouvrier socialiste de Bruxelles (16-23 août 1891), une résolution fut votée stipulant que « pour siéger aux Congrès de la démocratie socialiste internationale, qui a son programme, sa politique et ses moyens d'action, il faut être socialiste, être partisan de l'organisation ouvrière, admettre l'action politique et l'intervention de l'État. Il ne faut pas de confusion entre l'anarchie et le socialisme, deux doctrines diverses qui, si elles poursuivent l'émancipation de l'Humanité, veulent y arriver par des voies différentes, en employant d'autres moyens de propagande ¹. » On notera que dans cette formulation, anarchisme et socialisme sont deux doctrines qui poursuivent le même but par des moyens différents. Cette ouverture d'esprit ne durera pas. Contrairement à ce que dit le compte rendu du congrès de

¹ *Congrès international ouvrier socialiste de Bruxelles*, Rapport publié par le secrétariat belge, pp. IV-V.

Bruxelles, la « question de l'admission des anarchistes » n'a pas été résolue « définitivement ». La lutte contre eux va se poursuivre pendant deux congrès, à Zurich (1893) et à Londres (1896). Ainsi, le congrès de Zurich fixe en 1893 les conditions d'admission suivantes :

« Le Congrès reconnaît comme membres du Parti socialiste démocratique révolutionnaire international toutes les organisations et sociétés qui admettent la lutte des classes et la nécessité de socialiser les moyens de production et qui acceptent les bases des congrès internationaux socialistes. »

En principe, ces dispositions n'excluaient aucunement les anarchistes, mais les socialistes allemands, Engels en tête, menaient depuis des années une activité infatigable pour les exclure. La conférence préparatoire du congrès de Zurich, tenue à Bruxelles le 26 mars 1893, aborde encore une fois la question de l'admission des anarchistes. Le premier point des « dispositions concernant l'admission au congrès » établit que sont admis « tous les syndicats professionnels et ouvriers ainsi que ceux des partis et associations socialistes qui reconnaissent la nécessité de l'organisation ouvrière et de sa participation à la politique »². Bebel précisa au congrès ce qu'il fallait entendre par « action politique » et en donna une définition extrêmement restrictive : elle est « l'utilisation des droits politiques et de la machinerie législative pour la conquête par le prolétariat de la puissance politique »³.

En août 1893 à Zurich, le conflit avec les anarchistes s'aggrave : Bebel les accuse de n'avoir ni principes, ni programme. La délégation belge va jusqu'à affirmer que les anarchistes, « par leurs doctrines individualistes, ne doivent être considérés que comme les dignes continua-

² Cf. *Congrès international ouvrier socialiste tenu à Zürich du 3 au 12 août 1893*, Genève, Minkoff Reprint, 1977, pp. 46-48.

³ Cité par Jean Longuet, *Le Mouvement socialiste international*, A. Quillet, 1913, p. 27.

teurs de l'ordre bourgeois »⁴. Précisons que nous sommes en pleine période des attentats, qui fournissent des arguments à ceux qui veulent écarter les anarchistes. Sans doute les socialistes allemands se sentent-ils également renforcés par les résultats des élections qui viennent d'avoir lieu : à la veille du congrès de Zurich, la social-démocratie allemande a obtenu 23,3 % des suffrages et 44 sièges au Reichstag. Aux élections de 1893, qui se tiendront peu après le congrès, les socialistes français feront leur première apparition au Parlement.

Un sérieux incident, dû à l'intransigeance des social-démocrates allemands, marqua ce congrès. La délégation allemande expulsa de la salle deux délégués des Indépendants, Wilhelm Werner et Gustav Landauer⁵, provoquant un véritable tumulte de protestations. La délégation française est divisée : les guesdistes soutiennent leurs camarades allemands, les allemanistes et les blanquistes protestent, ainsi que des libertaires britanniques et italiens. Une cinquantaine de délégués (sur 500) quittent la salle en protestation. Parmi eux, l'ancien Communard Jean Allemane, membre du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire, qui est alors le principal parti socialiste en France.

⁴ Congrès de Zürich, *op. cit.* p. 11.

⁵ Gustav Landauer (1870-1919) anarchiste allemand, le principal théoricien du socialisme libertaire en Allemagne. Il contribua à la création de la république des Conseils de Munich en tant que commissaire à l'instruction publique et à la culture. Il fut assassiné en mai 1919 par les *Freikorps*. Tout d'abord plutôt social-démocrate, il devient bientôt anarchiste lorsqu'il découvre Kropotkine et Proudhon. Il entre en relation avec le groupe « Die Jungen » (Les Jeunes) en 1892. C'était une fraction de gauche du SPD allemand, opposée à la stratégie strictement parlementaire et à l'attentisme de la direction du parti. Les « Jungen » seront exclus du parti et formeront l'Union des socialistes indépendants. En 1893, Landauer devient rédacteur du journal *Der Sozialist*, l'organe de l'Union des socialistes indépendants, où cohabitent une tendance libertaire et une tendance plus modérée qui finira par rejoindre le giron du SPD. Landauer est en 1896 délégué de l'Union des socialistes indépendants au Congrès international de Londres, d'où il sera expulsé avec les anarchistes.

Les dissidents décident alors de tenir des réunions séparées, auxquelles assistent la plupart des socialistes néerlandais (avec Domela Nieuwenhuis et Christian Cornelissen), des anarchistes français (Fernand Pelloutier), anglais, italiens, des socialistes français de tendance antiparlementaire, comme Jean Allemane. Le sectarisme des social-démocrates allemands et des guesdistes a littéralement poussé libertaires et socialistes non parlementaires à se réunir.

C'est alors que Domela Nieuwenhuis ⁶ exposa pour la première fois l'idée que « *la fusion de tous les éléments révolutionnaires est possible* » ⁷, ce qui conduisit à l'orga-

⁶ Ferdinand Domela Nieuwenhuis (1846-1919). – Né le 31 décembre 1846, à Amsterdam (Pays-Bas), dans une famille bourgeoise aisée. Pasteur protestant comme son père, il rompt pourtant avec l'Église vers 1870 et crée en 1878 le journal socialiste *Recht voor Allen* (« Justice pour tous ») qui deviendra l'organe de la Sociaal Democratische Bond (SDB), première organisation socialiste dont il est l'un des fondateurs. Arrêté pour « trahison » (un simple délit de presse), Nieuwenhuis est libéré le 31 août 1887 grâce à la pression de l'opinion publique, mais échappe de peu à un attentat à Rotterdam. L'année suivante, il est élu député et exerce son mandat jusqu'en 1891. Cette expérience lui fait découvrir le rôle néfaste du parlementarisme. Dès lors, il se rallie à l'anarchisme de Bakounine et à la libre pensée. En 1894, il publie à Bruxelles *Le Socialisme en danger* (préfacé par Élisée Reclus) qui deviendra un ouvrage de référence. En 1896, il quitte avec fracas le congrès socialiste de Londres (où vient d'être voté l'exclusion définitive des anarchistes), puis édite en 1898 le journal anarchiste *De Vrije Socialist* (« Le Libre Socialiste ») autour duquel graviteront de nombreux groupes anarchistes. Organisateur du congrès antimilitariste d'Amsterdam en juin 1904, ainsi qu'en août 1907, il est un ardent propagandiste de la grève générale. Opposé cependant à une organisation anarchiste structurée, et critique par rapport au syndicalisme, il ne participe pas au congrès international anarchiste d'Amsterdam en 1907. En 1914, fidèle à l'idéal libertaire, Ferdinand Domela Nieuwenhuis s'oppose au « Manifeste des Seize » et signe avec Emma Goldman, Errico Malatesta, etc. le manifeste « L'Internationale et la guerre ». En 1918, il apporte son aide à Rudolf Rocker (expulsé d'Angleterre), mais meurt l'année suivante à Hilversum, le 18 novembre 1919. Ses funérailles donneront lieu à une impressionnante manifestation de la classe ouvrière. (D'après l'*Éphéméride anarchiste*.)

⁷ *Le Temps*, 12 août 1893.

nisation d'un congrès international à Paris, en 1900. Ce congrès n'aura jamais lieu, il sera dispersé par la police en vertu des lois anti-anarchistes.

2) 1889 : Fondation de la II^e Internationale.

Lorsque se constitue la II^e Internationale en 1889, le processus de formation de partis socialistes nationaux est bien avancé et progresse rapidement en Europe occidentale. Le mouvement socialiste commence à prendre la forme d'un mouvement de masse, mais son développement n'est pas homogène : deux courants, l'un représentant la tradition du socialisme français, l'autre celle du socialisme allemand, s'affrontent. Le premier courant est représenté par la Fédération des travailleurs socialistes de France, le principal parti politique socialiste réformiste français entre 1880 et 1900. L'autre est représenté par la social-démocratie allemande.

La victoire allemande de 1871 avait conduit, comme l'avait prédit (et souhaité) Marx, à l'hégémonie du socialisme allemand, et le possibilisme, guère moins réformiste que la social-démocratie allemande, pouvait représenter une forme de résistance à la « germanisation » du socialisme français. Beaucoup de socialistes français n'avaient pas oublié le rôle joué par Marx et ses amis pendant la guerre de 1870.

Du 6 au 10 novembre 1888 un congrès syndical international s'était tenu à Londres, avec des représentants d'Angleterre, de Belgique, de Hollande, du Danemark, d'Italie et de France. Le congrès appela à la lutte pour des lois sur la protection du travail, la journée de 8 heures. Il décida de convoquer l'année suivante à Paris un congrès ouvrier international dont l'organisation revenait à la Fédération des travailleurs socialistes, qualifiée de « possibiliste »⁸.

⁸ Le Parti ouvrier français, fondé en 1879, dominé par les marxistes Jules Guesde et Paul Lafargue, vit se détacher un groupe en 1882, dirigé

Social-démocratie allemande et « possibilisme » exprimaient d'une certaine manière la tradition socialiste de l'un et l'autre pays, et ces deux approches étaient amenées à se confronter. Engels avait parfaitement compris de quoi il s'agissait :

« ...voilà la vieille coupure dans l'Internationale qui reparaît au grand jour, la vieille bataille de La Haye. Les adversaires sont les mêmes, sauf que l'enseigne anarchiste a été changée pour la possibiliste ⁹. »

L'inquiétude d'Engels vient de ce qu'il craint que les possibilistes ne parviennent à constituer une internationale qui ne serait pas contrôlée par les socialistes allemands. Le conflit entre possibilistes et marxistes faisait rage, les « marxistes » subissant en France défaite sur défaite :

- Le Parti ouvrier français, fondé en 1880 et dont les marxistes se vantaient d'avoir le contrôle, rejeta l'année suivante le programme élaboré à Londres sous la dictée de Marx, Engels et Lafargue. Furent mises en place des instances décentralisées qui retirèrent à Guesde et à ses amis le contrôle sur l'organisation.

- Lors de l'élection municipale de Montmartre en 1882, Jules Joffrin, le candidat possibiliste, subit de violents reproches de la part des marxistes pour ne pas avoir

par Paul Brousse, Jean Allemane et Jules Joffrin qui créèrent la Fédération des travailleurs socialistes de France. Leur programme consistait à « fractionner le but idéal en plusieurs étapes sérieuses », afin d'« immédiatiser » les revendications « pour les rendre enfin possibles », selon l'expression de Paul Brousse. Le programme accorde une grande place à l'activité municipale, à la transformation des monopoles économiques en services publics. Les possibilistes envisagent des alliances temporaires avec les républicains radicaux et sont très attentifs aux questions syndicales. Le parti se fractionnera en 1891 sur la base de divergences stratégiques entre la tendance Brousse et la tendance Allemane, cette dernière formant en 1891, après le congrès de Châtelleraut, le Parti socialiste ouvrier révolutionnaire, antiparlementaire et révolutionnaire.

⁹ Engels, lettre à Sorge, 8 juin 1889.

mentionné lors de sa campagne les considérants du programme « marxiste ». Joffrin répondit à Guesde : « Vous parlez de coups de canif donnés à ce programme auquel vous êtes allé donner naissance dans les brouillards de la Tamise et que vous vous êtes vanté ensuite d'avoir fait avaler jusqu'à la garde à notre parti. » La question était de savoir si le socialisme français devait être soumis aux directives de Marx. Le Comité national soutint Joffrin dans cette affaire.

• Peu après, au congrès ouvrier de Saint-Etienne, tenu en octobre 1882, une vingtaine de délégués marxistes s'opposèrent à quatre-vingts délégués possibilistes. Le rapport présenté par le Comité national du parti énumère l'essentiel des griefs des socialistes français contre les marxistes : le dogmatisme insolent, la prétention à l'infaillibilité doctrinale, l'affirmation de leurs théories comme des articles de loi. Mais le grief principal était l'incompatibilité entre l'existence d'un mouvement socialiste en France dont les ficelles seraient tirées par un personnage incontrôlable vivant à Londres. On peut ainsi lire dans le rapport du Comité national :

« La conciliation est impossible : on ne concilie pas l'eau avec le feu. Le groupe marxiste doit conspirer par tradition historique pour conquérir la direction du Parti. Les marxistes ne peuvent pas, le voudraient-ils, se soumettre jamais aux décisions du Parti. Comment pourraient-ils à la fois obéir au vote des Congrès et à la volonté d'un homme extérieur au Parti, placé lui-même à Londres en dehors de tout contrôle ? Ils sont les ultramontains du socialisme. Les ultramontains ne peuvent pas obéir à la loi de leur pays parce que leur chef est à Rome. Les marxistes ne peuvent pas obéir aux décisions du Parti, parce que leur chef est à Londres. On ne concilie pas le Parti ouvrier avec le fanatisme marxiste, pas plus que dans le monde bourgeois on ne peut concilier le cléricisme avec l'État. Il n'y a qu'une solution nécessaire, c'est la séparation des capucins marxistes et de l'État socialiste ouvrier. »

• Le congrès décida d'exclure les marxistes du parti. Les considérants de ces exclusions sont intéressants parce qu'ils évoquent implicitement un autre congrès, tenu en 1872, celui de La Haye – mais là, la situation est inversée :

« Considérant qu'au profit de la même domination marxiste qui désorganisa l'Internationale ¹⁰, ils ont essayé d'imposer au public le programme particulier, le mode d'organisation et l'action d'une coterie ; que pour atteindre ce but, ils n'ont pas hésité à calomnier les groupes et les membres disciplinés du Parti ; considérant en conséquence, que leur présence au sein du Parti est de nature à mettre en péril l'existence et le développement du Parti... »

Les exclus – une vingtaine de personnes – quittèrent le congrès de Saint-Etienne et organisèrent un congrès à Roanne. A l'évidence, le conflit est largement perçu comme une opposition entre socialisme français et socialisme allemand. Les militants français n'ont pas oublié que Marx s'était réjoui de la défaite de la France en 1870, qui devait assurer la victoire du socialisme allemand en l'Europe.

L'histoire de l'opposition entre marxistes et possibilistes ne s'arrête pas là, mais il nous semblait nécessaire de souligner l'ampleur du conflit qui séparait ces deux courants.

Les possibilistes auront des analyses sur la guerre qui s'approche entre l'Allemagne et la France très proches de celles de Kropotkine. Dans une interview publiée dans *l'Écho de Paris* le 9 septembre 1905, Paul Brousse devenu président du Conseil municipal de Paris, déclarait :

« On prétend amener un rapprochement entre la France et l'Allemagne. Est-ce une chose possible ? Depuis que l'es-

¹⁰ Allusion évidente à l'Association internationale des travailleurs.

prît prussien s'est emparé de l'Allemagne, c'est insensé de songer à de pareilles choses. Peu importent les classes, les religions, les opinions... Je me suis trouvé souvent avec des Allemands ; ces gens-là ont d'autres conceptions que les nôtres, et ceux qui représentent de l'autre côté du Rhin mes idées politiques sont logés à la même enseigne : un commerçant allemand est avant tout un pangermaniste ; un socialiste allemand est avant tout un pangermaniste. Le moment est donc bien choisi pour prêcher le désarmement, lorsque, le long de notre frontière, vivent des millions d'hommes qui ne rêvent que d'agrandir leur pays et par là même leur puissance ¹¹ ! »

En octobre 1906 un groupe d'élus, anciens possibilistes, adresse à la direction du Parti socialiste unifié une déclaration protestant contre la propagande antipatriotique :

« Nous considérons comme monstrueuse, comme anti-socialiste au premier chef, comme néfaste aux intérêts du Parti la propagande antipatriotique entreprise par un groupe tapageur qui cherche à introduire dans le Parti socialiste les théories et les méthodes de l'anarchisme ¹². »

Engels, fidèle à son habitude, manœuvra en coulisses pour faire échouer le congrès de 1889. Les marxistes français avaient annoncé qu'ils organiseraient, eux aussi, un congrès international à Paris : du coup, les socialistes allemands déclarèrent qu'ils n'iraient à aucun congrès si deux congrès étaient organisés dans la même ville. Les délégués possibilistes furent alors littéralement *convoqués* par les social-démocrates allemands à une « conférence préparatoire », qui devait se tenir à Nancy, puis à La Haye, le 28 février, afin qu'ils s'expliquent devant Liebknecht, Bebel, et Bernstein, mais aussi des Belges et des

¹¹ Déclaration de Paul Brousse à l'*Echo de Paris*, Cité par Urbain Gohier, *Leur République*, p. 100, Paris, « Chez l'Auteur », 1906.

¹² Cf. Sylvain Humbert, *Les Possibilistes*, Marcel Rivière, p. 85 sqq.

Hollandais. « Là, il faudra bien que les possibilistes se fassent petits, ou bien ils auront tout le monde contre eux », écrit Engels à Sorge le 12 janvier 1889. Engels se prit les pieds dans ses combines et son plan échoua devant l'attitude des socialistes belges qui ne voulaient pas se mêler des affaires de leurs camarades français. En plus, plusieurs social-démocrates allemands, dont Schippel et Auer, considéraient que la condamnation du possibilisme était une manifestation de chauvinisme antfrançais. Mais surtout, la Fédération des travailleurs socialistes refusa tout simplement de se rendre à cette véritable convocation et de se soumettre aux exigences des social-démocrates allemands.

Un échange stupéfiant de courriers eut lieu entre les responsables de deux partis. Le Comité national de la Fédération des travailleurs socialistes de France refusa de se faire représenter à Nancy. Convoqué de nouveau à La Haye, le comité national refusa encore d'envoyer des délégués, expliquant que « le but de la conférence n'avait pas été nettement indiqué » et que « le droit d'organiser le Congrès semblait être contesté à la Fédération des travailleurs socialistes de France ».

C'est un membre du Parti ouvrier belge, Jean Volders, qui fut chargé de répondre : la Fédération des travailleurs socialistes de France se voit rappeler qu'elle est chargée d'organiser un congrès à Paris – ce qu'elle savait déjà – et se voit indiquer le contenu que doit comporter la convocation, et l'ordre du jour.

Le Comité national de la Fédération des travailleurs socialistes répondit par une longue lettre signée Aimé Lavy dans laquelle est réaffirmé le fait que le « mandat d'organiser le Congrès International de 1889, à Paris, était au-dessus de toute contestation, les décisions des Congrès internationaux de Paris et de Londres faisant loi pour tout le monde » – signifiant par là, d'une part, que les socialistes français n'ont pas besoin de l'aval de la so-

cial-démocratie allemande pour organiser le congrès, d'autre part que d'autres congrès porteraient mensongèrement le titre de congrès international et ne résulteraient pas de la « volonté internationale ». Aussi la lettre de Malvy affirme-t-elle que le congrès de Paris s'inscrit dans « la série des Congrès Internationaux se succédant les uns aux autres pour compléter, pour parachever l'œuvre d'organisation internationale des travailleurs et des socialistes ».

Le Comité national renouvelle « ses réserves au sujet de la conférence de La Haye », portant notamment sur « ce que les représentants de toutes les nationalités n'étaient pas convoqués à La Haye, ce qui rendait cette réunion incorrecte », sur ce que « le but de la conférence n'était pas nettement indiqué, en dépit de nos réclamations insistantes et répétées », et « sur ce que les convocateurs de la conférence se refusaient à reconnaître tout d'abord notre droit à organiser le Congrès ».

Des divergences opposaient en outre le Comité national de la Fédération des travailleurs socialistes de France et les social-démocrates allemands sur la vérification des mandats, sur l'ordre du jour, etc. Les Allemands voulaient qu'il y ait une proposition d'ordre du jour modifiable par le congrès. Aimé Malvy rétorqua que les socialistes français ne pouvaient pas « accepter que le Congrès soit souverain pour la fixation de son ordre du jour. Les délégués ne sont pas des dirigeants, ni des maîtres, mais des serviteurs et des mandataires. Ils doivent donc se présenter au Congrès avec un mandat ferme sur des questions examinées d'avance par leurs mandants » : en somme, si le congrès modifie l'ordre du jour au dernier moment, les délégués, qui ont des mandats précis, ne pourront se prononcer. Il faut donc rédiger un ordre du jour provisoire, « inviter tous les groupes adhérents à signaler des additions ou des modifications », puis fixer, six semaines avant le congrès, un ordre du jour défi-

nitif. Ainsi, « chacun sait à quoi s'en tenir ; les mandats sont nets et aucune surprise n'est possible pour personne. » La Fédération des travailleurs socialistes semble très soucieuse d'éviter les manipulations de congrès.

En fait, les socialistes allemands voulaient accroître le nombre d'organisations faisant partie du comité organisateur du congrès, ce qui augmentait les chances que celui-ci prenne une tournure qui leur convînt. Bien entendu, la Fédération des travailleurs socialistes ne fut pas dupe : « Vous nous demandez que les appels pour l'adhésion au Congrès soient signés par tous les représentants des organisations ouvrières et socialistes », dit Malvy, qui commente alors : « Si au Comité national doivent s'adjoindre des représentants de toutes ces branches, c'est un véritable Parlement ouvrier dont vous demandez la création, Parlement qui discutera beaucoup sur tout autre chose que la préparation du Congrès et qui sera prêt en 1890, un an trop tard. »

Le passage le plus significatif de la réponse de Malvy est dans sa conclusion :

« Vous nous disiez, citoyen Volders, que si notre Comité n'acceptait pas les décisions de la conférence de La Haye, vous iriez sans doute jusqu'à organiser un autre Congrès, contre celui que nous avons mission de préparer.

« C'était donc un ultimatum que vous apportiez et non une note fraternelle de camarades qui voulaient prendre des garanties pour l'union entre tous les travailleurs.

« Les concessions possibles, les voilà faites par nous, sans que nous nous soyons butés à l'irrégularité de votre conférence, au manque de sympathie dont elle faisait preuve à notre égard, à l'injuste défiance qu'elle nous témoignait. Nous ne voulons aucune part de responsabilité dans une division qui pourrait intervenir dans le monde international du travail. »

La lettre de Malvy resta sans réponse.

C'est faute d'avoir vu satisfaites leurs exigences concernant l'ordre du jour et l'organisation du congrès que les social-démocrates allemands décidèrent d'organiser un congrès séparé, qui reste dans l'histoire comme le congrès fondateur de la II^e Internationale, tandis que le congrès organisé par les « possibilistes » est quelque peu tombé dans l'oubli. En réalité, une fois de plus, les marxistes pratiquèrent la division dans le mouvement ouvrier et tentèrent de saboter une initiative qu'ils ne contrôlaient pas. La création de la II^e Internationale est le fruit de ce travail de sabotage.

On a l'habitude de dater la naissance de la II^e Internationale au congrès « marxiste » de Paris de juillet 1889. En fait, sa vraie date de naissance se situe deux ans plus tard, lorsque l'Internationale possibiliste rejoignit les « marxistes » au congrès de Bruxelles en 1891, organisé par le Parti ouvrier belge.

Ce qui fera dire à Engels, en 1892 : « Les Français marchent de plus en plus dans le sillage des Allemands ¹³. »

3) La II^e Internationale et la guerre

Le discours de la II^e Internationale sur le danger de guerre se réduit à des tentatives successives d'en dire le moins possible et de rappeler à chaque fois les résolutions qui avaient été votées lors des congrès précédents : à Zürich (1893) on déclare que la « position des ouvriers en cas de guerre est définie d'une façon précise par la résolution du congrès de Bruxelles sur le militarisme » ; à Stuttgart (1907) le congrès « confirme les résolutions des précédents congrès internationaux concernant l'action contre le militarisme et l'impérialisme et rappelle que l'action contre le militarisme ne peut être séparée de l'action contre le capitalisme ».

¹³ Lettre d'Engels à Sorge, 23 août 1892.

A Copenhague (1910), « le congrès confirme les résolutions des congrès antérieurs et en particulier celles du congrès de Stuttgart »...

A Bâle (1912), où fut réuni un congrès extraordinaire, la résolution rappelle que « l'Internationale a formulé, dans ses congrès de Stuttgart et de Copenhague, les règles d'action du prolétariat de tous les pays pour la lutte contre la guerre » (Manifeste du congrès extraordinaire de Bâle.)

Le Congrès socialiste international de Paris, tenu du 15 au 20 juillet 1889¹⁴ avait mis à l'ordre du jour l'« Abolition des armées permanentes et armement du peuple. » Il y a, selon les délégués au congrès, un lien évident entre la guerre et le système capitaliste. La résolution votée sur cette question souhaite que « l'armée permanente et la politique offensive dont elle est l'organe, doivent faire place à la politique défensive et pacifique de la démocratie, à *l'organisation du peuple entier exercé, armé* », avec pour objectif « la sauvegarde de son indépendance et de ses libertés ». La guerre est considérée comme le résultat des « conditions économiques actuelles » : elle ne pourra disparaître qu'avec « la disparition même de l'ordre capitaliste, l'émancipation du travail et le triomphe international du socialisme ». L'émancipation de la classe ouvrière est perçue comme la seule condition permettant un monde de paix.

C'est à Bruxelles qu'a lieu le deuxième congrès de l'Internationale, du 16 au 23 août 1891. Le quatrième point de l'ordre du jour n'est plus l'abolition des armées mais « le militarisme : De la position et des devoirs de la classe ouvrière vis-à-vis du militarisme ». C'est à ce congrès qu'est abordée la question de la grève générale

¹⁴ L'ensemble des résolutions de congrès citées dans le présent chapitre peuvent être consultées dans *Les Congrès Socialistes Internationaux, Ordres du jour et Résolutions, Bureau Socialiste International, Bruxelles, 1902.*

comme moyen pour combattre la classe dirigeante et s'opposer à la guerre. Cette question sera l'objet d'un litige permanent au sein de l'Internationale entre d'une part les Français et les Hollandais qui y sont favorables et d'autre part le parti social-démocrate allemand qui est vigoureusement opposé à cette idée. Le principal argument de la social-démocratie se fonde sur l'idée que la grève générale ne peut pas être mise en œuvre dans un pays fortement militarisé, comme l'Allemagne.

La grève générale ne sera même pas mentionnée dans la résolution finale, qui affirme que le militarisme est « le résultat fatal » du système capitaliste, qui favorise la guerre « ouverte ou latente » et qui est considéré comme « le régime d'exploitation de l'homme par l'homme » dont la conséquence est la lutte des classes. Enfin, la résolution déclare que « seule la création d'un ordre socialiste mettant fin à l'exploitation de l'homme par l'homme mettra fin au militarisme et assurera la paix définitive ». A l'évidence, la résolution entend proposer un condensé de doctrine marxiste. Les opposants à la guerre doivent donc « entrer dans le Parti Socialiste International qui est le véritable et unique PARTI DE LA PAIX »¹⁵.

• Au congrès de Zurich (6-12 août 1893), les deux questions litigieuses constituent cette fois des points séparés de l'ordre du jour : nous avons d'abord (point 2) : « Attitude de la démocratie socialiste en cas de guerre », ensuite (point 11) « la grève générale ». C'est le hollandais Nieuwenhuis qui propose, face au danger de guerre, la grève militaire. Cette proposition est rejetée parce qu'elle serait inapplicable si un pays suivait les consignes de l'Internationale et l'autre pas. En somme, un congrès socialiste dont la fonction est d'émettre des consignes, des recommandations, n'entend rédiger ces dernières qu'en envisageant qu'elles ne soient pas appliquées.

¹⁵ *Ibid.*, p. 78.

Il est certain que si, en cas de guerre, un pays applique les consignes internationalistes et l'autre pas, on est confronté à un réel problème. Mais alors, en partant de cette hypothèse, *il n'y a pas de solution* : il n'y a aucun moyen de garantir l'application par tous des consignes des congrès socialistes. Dès lors, la social-démocratie allemande va mettre en branle la machinerie théorique du marxisme : dans la mesure où le parti social-démocrate allemand est le plus puissant, le mieux organisé, il n'est pas envisageable qu'il se trouve victime de ce piège ; il en résulte que sa survie même en tant que parti est le principal objectif et qu'une victoire allemande sera également la victoire du modèle allemand de socialisme. En fait, la conviction des social-démocrates allemands est que la grève générale conduirait au triomphe de la réaction parce si dans les pays où la classe ouvrière est organisée les consignes étaient suivies, elles ne le seraient certainement pas en Russie où la classe ouvrière irait à la guerre sans discuter.

La résolution du congrès de Zurich reprendra cependant des thèses de l'opposition : elle encourage les gens à « repousser tous les crédits militaires », à « protester contre les armées permanentes » et à « réclamer le désarmement » pour faire disparaître la classe dirigeante et, par conséquent, la guerre. Le congrès considère que la grève peut, dans certains cas, être une « arme très efficace, non seulement dans la lutte *économique* mais aussi dans la lutte *politique* », mais qu'elle présuppose « une puissante *organisation syndicale et politique* de la classe ouvrière ».

Pour mémoire, en juillet 1893, un mois avant le congrès de Zurich, un important « congrès national des chambres syndicales et groupes corporatifs » s'était tenu à Paris acclamant à l'unanimité la grève générale en cas de déclenchement d'une guerre entre la France et l'Allemagne.

• Le congrès de Londres (27-31 juillet 1896) est celui où les anarchistes sont définitivement expulsés de l'Internationale. Le cinquième point de l'ordre du jour annonce simplement : « La guerre ». La résolution qui est adoptée est évidemment celle du parti social-démocrate, qui domine largement. Cette résolution n'apporte rien de nouveau par rapport aux congrès précédents, elle reprend les thèses marxistes banales. La seule nouveauté est la revendication de « tribunaux arbitraux chargés de régler pacifiquement les conflits entre nations ». L'abolition du « système des traités secrets » est demandée. Au cas où « les gouvernements n'acceptent pas la sentence arbitrale », ce sont les peuples qui décideront de la guerre ou de la paix... On imagine assez mal les social-démocrates allemands, qui avouent être incapables d'organiser une grève générale dans un pays militarisé, réussir à organiser des « tribunaux arbitraux » et à supprimer les « traités secrets ». A l'évidence, les résolutions n'ont pas pour objet de parvenir à une application réelle, elles servent essentiellement à la propagande.

• A Paris (23-27 septembre 1900), le point 7 dit : « Paix internationale et militarisme ; suppression des armées permanentes », et point 12 : « la grève générale ». Là encore, les deux points sont séparés. Pour lutter contre le militarisme, le congrès propose l'éducation, la votation contre les dépenses militaires et un « mouvement de protestation et d'agitation anti-militariste uniforme et commun dans tous les pays ».

Concernant la grève, c'est encore le point de vue allemand qui domine : la grève générale n'est pas le moyen de réaliser la révolution sociale. La résolution déclare : « Le Congrès est d'avis que les *grèves* et les *boycotts* sont des moyens nécessaires pour réaliser la tâche de la classe ouvrière, mais il ne voit pas la possibilité actuelle d'une grève générale internationale ».

• Amsterdam (14-20 août 1904). Après 1900 le contexte politique change du fait de l'accroissement des tensions internationales. La menace de guerre est plus concrète, mais cela ne réduit pas pour autant les divergences sur les moyens à employer pour s'y opposer. A partir du congrès d'Amsterdam, les débats sur la guerre deviennent plus pressants, mais le congrès ne prend aucune position nouvelle sur les questions du militarisme et de la guerre. La question qui domine ce congrès est l'opposition entre socialistes français et allemands sur la tactique politique : faut-il ou non s'allier avec les partis bourgeois les plus progressistes.

♦ Stuttgart (16-24 août 1907). C'est un des plus grands congrès de l'Internationale, avec 884 délégués présents. Cette fois, le point : « Le militarisme et les conflits nationaux » est le premier de l'ordre du jour. Le débat s'engage sur « l'action du prolétariat international contre la guerre »¹⁶. S'opposent encore Français et Allemands. Les premiers veulent qu'on discute des moyens à mettre en œuvre pour empêcher la guerre ; les seconds insistent sur la liberté et l'indépendance de chaque peuple. Ce qui est en jeu est : faut-il définir les moyens à l'avance ou laisse-t-on à chaque pays le choix des moyens ? Le congrès parvient à la conclusion que « l'Internationale ne peut pas enfermer d'avance, dans des formules rigides, l'action nécessairement diverse, selon le temps et les milieux des divers partis nationaux, mais elle a le devoir *d'intensifier et de coordonner le plus possible les efforts de la classe ouvrière contre le militarisme et contre la guerre* »¹⁷. La résolution qui est proposée est acceptée à l'unanimité, ce qui est très surprenant, compte tenu des divergences en présence.

¹⁶ *Encyclopédie Socialiste syndicale et coopérative de l'Internationale Ouvrière*, Paris, Aristide Quillet, 1913, p. 54.

¹⁷ *Idem*, p. 57.

La formulation adoptée est assez ambiguë et pourrait conduire un esprit mal tourné à conclure que les social-démocrates allemands ne veulent pas, comme les Français le demandent, décider fermement une fois pour toutes de déclencher une grève générale si la guerre éclatait, mais qu'ils veulent pouvoir décider s'il s'agit ou non d'une guerre « défensive », et dans l'affirmative ils soutiendraient leur gouvernement ; l'appel à « intensifier les efforts, etc. » – un appel parfaitement platonique – n'étant alors que de la poudre aux yeux.

Une telle unanimité de façade à Stuttgart ne peut être que le résultat de formulations passe-partout acceptables par tout le monde, et dont l'objectif est moins de mettre en place des mesures applicables que de faire étalage à tout prix d'une *unanimité*. Ainsi la résolution évoque-t-elle à la fois « le devoir de défense nationale » et celui de « révolution sociale », ce qui met nationalisme et internationalisme dans le même panier. On songe à ce que dira Hubert Lagardelle à propos du congrès suivant, celui de Copenhague, lorsqu'il évoque « le bienfaisant artifice de langage que sont les résolutions éclectiques »¹⁸. Le congrès de Stuttgart s'acheva « dans une atmosphère de fête, où l'unanimité dans l'enthousiasme devait compenser le manque d'unanimité dans les faits »¹⁹.

• A Copenhague (28 août-3 septembre 1910), un nombre important de délégués se réunissent dans la capitale du Danemark, venus de vingt-trois pays. Il s'agit de mettre en place les moyens qui permettront de réaliser les principes discutés à Stuttgart. En réalité, nous avons une énumération de vœux pieux et de phrases creuses : « Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière dans les pays concernés, c'est un devoir pour

¹⁸ Hubert Lagardelle « Le Congrès de Copenhague », *Le Mouvement Socialiste*, octobre 1910.

¹⁹ Drachkovitch Milorad. *Les Socialismes français et allemand et le problème de la guerre 1870-1914*, Genève, Imprimerie H. Studer S.A., 1953, p. 332.

leurs représentants dans les Parlements avec l'aide du Bureau international, force d'action et de coordination, de faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre ... »²⁰. La majorité du congrès est contre la grève générale, et tous les prétextes sont bons pour s'y opposer : l'un des arguments avancés étant que dans certains pays les syndicats ne sont pas en position d'imposer la grève aux *ouvrières*. On décide cependant de reporter cette question au congrès suivant, mais de report en report, la guerre éclatera sans que la question soit sérieusement abordée...

Le congrès s'étonne de l'augmentation des armements malgré les déclarations pacifistes des congrès précédents, sans se demander si les États et les constructeurs d'armes puissent ne pas prendre au sérieux des déclarations contre la guerre d'organisations qui refusent catégoriquement le recours à la grève générale pour l'empêcher...

Lé résolution contre la guerre reprend encore une fois les formulations des congrès précédents, et ajoute une clause d'arbitrage en cas de menace de conflit entre deux pays : « S'il y a hésitation ou retard de décision de leurs partis nationaux consultés, le secrétaire du BSI, sur la demande d'au moins un des prolétariats intéressés, convoquera d'urgence le BSI et la Commission Interparlementaire qui devront aussitôt se réunir, soit à Bruxelles, soit en tout lieu qui, suivant les circonstances, paraîtrait mieux à convenir »²¹. Il est peu probable que les gouvernements, les marchands d'armes et tous les lobbies favorables à une guerre aient été impressionnés par la menace de convoquer une commission interparlementaire...

Le congrès suivant est fixé à Vienne en 1913 mais les Hollandais demandent qu'il soit reporté à 1914 qui marque le 25^e anniversaire de la II^e Internationale et le 50^e

²⁰ Grünberg Carl. *Die Internationale und der Weltkrieg*, Leipzig, Verlag von C.L. Hirschfeld, 1916, p. 13.

²¹ *Idem*, p. 13.

de la Première. En période de crises internationales répétées on songe tout de même aux célébrations. La guerre balkanique d'octobre 1912 remet tout en cause avec l'aggravation de la situation internationale. Le 17 novembre 1912 se tiennent partout en Europe des rassemblements contre la guerre dans les Balkans. Le BSI décide donc d'organiser un congrès extraordinaire afin de « donner à la protestation et à l'action contre la guerre le plus d'unité et d'efficacité possible »²².

• Le congrès extraordinaire de Bâle (24-25 septembre 1912). La situation politique internationale se dégrade et c'est une période où se déroulent de nombreuses manifestations contre la guerre dans les villes européennes. Le congrès, qui entend montrer que la II^e Internationale est décidée à tout faire pour éviter la guerre, se déroule dans une ambiance de kermesse. Les précédents congrès de l'Internationale n'avaient certes pas trouvé de solution aux problèmes qui se posaient, mais on en discutait. Maintenant, on n'en discute plus du tout. Les délégués des partis socialistes se succèdent pour prononcer une multiplicité de discours pour la paix ou contre la guerre. On prépare une motion sur « La situation internationale et l'entente pour une action contre la guerre ». On déclare la « guerre à la guerre, paix sur la terre... ! ». Une grande manifestation rassemble les délégués du congrès et une foule de personnes venues de toute la Suisse. On se dirige vers la cathédrale où sont prononcés de nombreux discours. Des milliers de personnes ne peuvent même pas pénétrer dans la cathédrale. La presse suisse souligne le surcroît de grandeur et de dignité provenant du fait que la séance du dimanche après-midi a lieu dans la cathédrale.

Bref, c'est l'enthousiasme qui aplanit les divergences sur les modalités d'action. L'article du *Journal de Genève*

²² Haupt, George. *Bulletin Périodique du Bureau Socialiste International, 1909-1913*, Années I-VI – Numéros 1-11 et suppléments, Genève, Minkoff Reprint, 1979, p. 490.

conclut sur l'illusion que « l'imposante manifestation de Bâle contribue pour sa part à faire réfléchir les gouvernements et à maintenir la paix menacée dans l'Europe occidentale »²³.

La formulation de la résolution sur la guerre, rédigée par V. Adler (Autriche), Bebel (Allemagne), Jaurès (France), Keir-Hardie (Angleterre) et Plekhanoff (Russie) est tellement vague qu'elle est votée à l'unanimité ; elle ne prévoit aucun moyen d'action particulier, aucune initiative, elle se contente de laisser toutes les possibilités ouvertes : « Le Congrès demande aux partis socialistes de continuer vigoureusement leur action par tous les moyens qui leur paraîtront appropriés »²⁴. C'est donc avec de telles consignes que la II^e Internationale engage les huit millions de socialistes européens et la classe ouvrière internationale à s'opposer à la guerre. Là encore, ce qui semble importer est moins de transmettre des consignes claires que de donner l'illusion de l'unanimité. On s'imagine encore que les classes dominantes n'oseront pas s'engager dans une guerre de peur qu'elle ne débouche sur la révolution prolétarienne. On ne songe pas que les dites classes dominantes sont d'autant moins inquiètes de cette perspective que le mouvement socialiste se montre incapable *d'empêcher* cette guerre.

C'est ce que la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France montrera.

Pourtant, malgré la montée en force des réformistes en France, la Confédération générale du travail réussit à organiser le 16 décembre 1912 une grève générale de 24 heures contre la guerre, décidée lors d'un congrès extraordinaire tenu à Paris. L'aile réformiste de la CGT

²³ *Journal de Genève*, 25.11.1912.

²⁴ George Haupt, *Bulletin Périodique du Bureau Socialiste International, 1909-1913*, Années I-VI – Numéros 1-11 et suppléments, Genève, Minkoff Reprint, 1979, p. 498.

s'était vigoureusement opposée à la grève générale, mais elle s'exprima devant une salle très hostile. Les responsables confédéraux – Léon Jouhaux, Yvetot, Griffuelhes, Merrheim et Dumoulin – avaient compris qu'ils ne pouvaient pas négliger les craintes des plus modérés. Faire voter une grève générale de 24 heures était en soi une victoire, étant donné le contexte. La direction confédérale dut ensuite faire face à une répression féroce du pouvoir et au sabotage, par les réformistes dont l'influence grandissait, de toute initiative d'envergure.

La grève fut un demi-succès, mais elle sauva l'honneur : il y eut 600 000 grévistes. Une vague de répression suivit, contre les militants syndicalistes, les Jeunesses syndicalistes et contre la Fédération communiste anarchiste, qui fut particulièrement touchée. Le procès contre les « menées anarchistes » se conclura par un total de seize années de prison pour cinq anarchistes et 6 300 francs d'amende. La publicité de ce procès fut totalement éclipsée par celui de la bande à Bonnot, qui se tenait en même temps..

Le congrès ordinaire qui fut déplacé en 1914 à Vienne, à la demande du parti socialiste hollandais n'eut pas lieu...

Contre toute attente, l'analyse que fera le bureau socialiste international de la situation dans le courant de l'année 1913 conclut à une détente de la situation internationale ! Lorsque, à la mi-décembre 1913 le BSI se réunit à Londres pour préparer le congrès de Vienne, l'atmosphère est plutôt détendue ²⁵. L'ordre du jour du congrès de Vienne prévoit naturellement un point sur la guerre : « L'impérialisme et la position de l'Internationale en face

²⁵ Cf. George Haupt, *Le Congrès manqué, l'Internationale à la veille de la première guerre mondiale*, Paris, François Maspero, 1965.

de la guerre », avec une discussion sur les moyens à employer, sur laquelle on s'attend à des désaccords.

Après l'attentat de Sarajevo, le 28 juin 1914, personne n'imagine encore que cela débouchera sur une grande conflagration. Dans le mouvement socialiste, on pense que la crise pourra être surmontée comme les précédentes crises, balkaniques ou non : par la diplomatie. Mais après l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie, le 23 juillet 1914, le BSI convoque une réunion plénière à Bruxelles pour les 29 et 30 juillet : le Bureau appelle encore une fois les prolétaires à tout faire pour empêcher la guerre, sans proposer rien de concret. Lorsque le conflit éclate deux jours plus tard, les sections socialistes n'ont pas de consignes concrètes, les classes ouvrières européennes suivront les appels à la mobilisation pour défendre leurs patries respectives. Aucune directive concrète n'aura été donnée par l'Internationale.

4) L'Internationale social-démocrate se construit dans son opposition aux « anarchistes »

L'insistance des social-démocrates, encouragés par Engels qui mourra en 1895, à souligner l'« individualisme » des anarchistes est de toute évidence une diversion destinée à masquer le vrai enjeu du problème, ce qui explique en même temps l'insistance des « anarchistes » à vouloir se maintenir dans l'Internationale. Ainsi, au congrès de Zurich de l'Internationale, les délégués de la Bourse du travail de Paris avaient contesté aux partis leur rôle dominant, les réfutant comme structure organisatrice de la classe ouvrière. Dans leur proposition 3 et 4, ils affirment que « l'Internationale, qui à son début avait cru mettre au premier rang les organisations socialistes, reconnaît aujourd'hui qu'une force plus puissante est venue

déranger ses plans. Nous voulons parler des Fédérations de métiers »²⁶.

Cependant, la polémique contre les anarchistes fournit l'occasion à la social-démocratie de préciser ses conceptions concernant l'organisation du « parti socialiste démocratique révolutionnaire international ». Les débats très âpres qui eurent lieu sur l'admission des anarchistes s'accompagnèrent de réflexions sur le fonctionnement de l'Internationale et permirent à chaque fois à celle-ci de préciser son point de vue. Pour la social-démocratie allemande, la présence des anarchistes constituait manifestement une entrave à la mise en place d'une organisation cohérente et homogène. On a l'impression que tant que les anarchistes s'obstinent à participer aux congrès internationaux, l'Internationale ne peut pas vraiment se constituer en organisation. Et à chaque fois qu'une motion d'exclusion des anarchistes est votée, sont en même temps apportées des précisions concernant la doctrine, le rôle et la forme de l'organisation de l'Internationale.

Le congrès de Londres, en 1896, sera lui aussi dominé par le problème des anarchistes (de leur exclusion, pour être plus précis) et du mode d'organisation. Les socialistes avaient cru avoir réglé le problème des anarchistes au congrès de Zurich en 1893 mais, expulsés par la porte, ces derniers revinrent par la fenêtre à Londres en 1896..., assez nombreux, en tant que délégués de syndicats, et décidés à rouvrir le débat. Même Malatesta avait les mandats d'un syndicat français et de plusieurs syndicats espagnols ! Sur les quarante-trois délégués ouvriers français, vingt étaient des anarchistes notoires, dont Émile Pouget et Fernand Pelloutier²⁷...

²⁶ Proposition 3 et 4 de la Bourse du Travail de Paris, *Le congrès de Zurich*, 1893, p. 64.

²⁷ Cette situation était tout sauf spontanée ou le fait du hasard. En effet, c'est Fernand Pelloutier et Augustin Hamon qui eurent l'idée d'organiser une délégation « syndicalo-anarchiste » au congrès de Londres.

La participation des anarchistes et des socialistes révolutionnaires au congrès de Londres ne se fit pas, cette fois, en désordre. C'était une initiative délibérée et organisée, comme l'atteste l'existence d'un Comité anarchiste de préparation au congrès. Déjà en 1895 Fernand Pelloutier avait dévoilé sa stratégie. Nous sommes, dit-il, à la veille d'une recomposition générale qui va mettre deux camps face à face : le socialisme antiautoritaire avec les anarchistes, les allemanistes, les syndicalistes d'une part ; d'autre part le socialisme autoritaire avec les guesdistes, les réformistes, les blanquistes, et les « indépendants » du type Jaurès, Millerand, Viviani, ceux qu'il appelle les « députés mi-chair mi-poisson et, bien que classés, absolument inclassables »²⁸. En attendant, il est possible de pousser l'avantage obtenu au congrès de Nantes, et de porter à l'échelon international le divorce entre socialisme parlementaire et syndicalisme. Une véritable coalition anarcho-allemaniste se forme dans le but clairement déclaré, selon Émile Pouget, « d'introduire dans le congrès une majorité d'hommes dont le mandat ne puisse être contesté » et de « débarrasser l'Europe (...) d'une fraction d'autant plus insupportable qu'elle est sans force réelle »²⁹.

Les « anarcho-allemanistes » tablent sur les dérives sectaires des social-démocrates dont ils espèrent qu'elles exaspéreront une partie des délégués socialistes et les fasse basculer vers les révolutionnaires. C'est dans ce cadre que Christian Cornelissen écrit une brochure, « Le communisme révolutionnaire. Projet pour une entente et pour l'action commune des socialistes révolutionnaires et des communistes anarchistes »³⁰.

Ils eurent l'aide de Malatesta, qui vivait à Londres et connaissait les milieux syndicalistes, et de Cornelissen en Hollande.

²⁸ Fernand Pelloutier, « La situation actuelle du socialisme », *Temps nouveaux* du 6 juillet 1895.

²⁹ *L'Action sociale*, 15 février 1896.

³⁰ Cornelissen fut un des signataires du « Manifeste des Seize ». Cet

Les antiparlementaires insisteront sur le fait que l'attitude de la social-démocratie allemande divise le mouvement ouvrier.

Les discussions furent houleuses lors du congrès de Londres de 1896, mais finalement une résolution déposée par Liebknecht fut votée à une large majorité dont voici l'essentiel :

« Le Bureau du congrès est chargé de rédiger l'invitation au prochain congrès, en faisant exclusivement appel :

« 1. Aux représentants des groupements qui poursuivent la substitution de la propriété et de la production socialistes à la propriété et à la production capitaliste, et qui considèrent l'action législative et parlementaire comme l'un des moyens nécessaire pour arriver à ce but ;

« 2. Aux organisations purement corporatives qui, bien que ne faisant pas de politique militante, déclarent reconnaître la nécessité de l'action législative et parlementaire. En conséquence, les anarchistes sont exclus ³¹. »

Il fallut donc trois jours de bataille pour que passe une résolution excluant des congrès futurs les groupements, même corporatifs, qui n'acceptaient pas la nécessité du parlementarisme. Le texte est plus explicite que celui voté

instituteur néerlandais né en 1864 avait adhéré à la Ligue social-démocrate (SDB) dont il devint membre du comité central et responsable du secrétariat international. Il participe en 1891 au congrès de Bruxelles de l'Internationale comme délégué des syndicats néerlandais des ouvriers du chemin de fer et y soutient une résolution antimilitariste. En 1891 il traduit le *Manifeste communiste*. Il se rend en 1893 au congrès de Zurich de l'Internationale où il rencontre Fernand Pelloutier et se solidarise avec les anarchistes. Il est probable que son expérience de militant social-démocrate et sa connaissance du mouvement socialiste allemand l'aient convaincu qu'il ne fallait rien attendre des dirigeants socialistes de ce pays pour faire arrêter la guerre, ce qui l'aurait poussé à signer le « Manifeste des Seize », à un moment où tout laissait croire que la France perdait la guerre.

³¹ *Cinquième congrès socialiste international tenu à Paris du 23 au 27 septembre 1900. Compte rendu analytique officiel*. Paris Société nouvelle de Librairie et d'Édition, 1901, p. 6. in *Les congrès socialistes internationaux*, Genève, Minkoff Reprint, 1976, p. 16.

à Zurich en 1893. Sont désignés comme membres de l'Internationale les partis qui se consacrent à l'action parlementaire et les syndicats qui ne se consacrent pas à l'action politique mais qui en reconnaissent la nécessité, autrement dit qui reconnaissent la prééminence des partis sur les syndicats. Pour les militants français, c'est inacceptable. La lutte contre les anarchistes n'est pas seulement destinée à éjecter un courant dissident dans l'Internationale, elle est aussi l'occasion pour la social-démocratie allemande de préciser à chaque fois sa doctrine et ses conceptions de l'organisation, de parvenir à constituer des structures plus solides et permanentes : c'est ainsi qu'à Londres est exprimé le souhait de voir créer un comité international permanent pouvant agir dans l'intervalle entre deux congrès.

On peut dire que la période de gestation de la II^e Internationale s'achève au congrès de Londres, lorsque les anarchistes sont définitivement expulsés et les syndicalistes mis au pas.

Dès le début, les dirigeants socialistes allemands ne voulurent pas des anarchistes dans une organisation commune avec eux. En témoigne une lettre d'Engels à Lafargue, datant de 1889, peu avant l'ouverture du congrès constitutif de la II^e Internationale ; les Allemands, dit-il, ne peuvent se permettre de « jouer à créer des organisations internationales, qui sont pour le moment aussi impossibles qu'inutiles ». Les Allemands, poursuit-il, feront tout pour combattre la « nostalgie d'une reconstitution de l'Internationale sous une forme ou une autre »³² – allusion, sans nul doute, aux tentatives faites par les « antiautoritaires » de l'AIT de reconstituer l'unité internationale du mouvement ouvrier en 1876-1877.

³² Cité par Annie Kriegel, « La Deuxième internationale, (1889-1914) », *Histoire générale du socialisme*, t. II : 1875-1918, PUF 1974, p. 559.

Autrement dit, les socialistes allemands ont attendu que les anarchistes, opposants à leurs doctrines, soient expulsés pour envisager la formation d'une véritable Internationale. Car il ne faut pas confondre congrès socialistes internationaux et Internationale ouvrière. C'est bien après l'expulsion des anarchistes que se constitue véritablement la II^e Internationale. La coïncidence entre l'expulsion des anarchistes et la mise en place d'une réelle structuration de l'organisation ne saurait être le fait du hasard.

5) L'année 1900 à Paris

Le Paris de l'année 1900 est faste en événements.

- Tout d'abord, il y a l'Exposition universelle, qui va drainer 50 millions de visiteurs. La CGT et la Fédération des bourses du travail annoncent qu'elles organisent l'une et l'autre un congrès national et un congrès international.

- Du 10 au 14 septembre 1900 a lieu le XI^e congrès national corporatif qui décide de publier un hebdomadaire, *La Voix du Peuple*, dont le premier numéro paraît début décembre.

- Cette année-là, du 23 au 27 septembre, a lieu à Paris un congrès de la II^e Internationale qui dénonce le révisionnisme, qui engage le débat sur le ministérialisme. À partir de ce congrès, l'Internationale se dotera de structures stables avec la mise en place du Bureau Socialiste International (composé de deux délégués par pays) chargé de coordonner l'activité entre les congrès.

- Enfin, les anarchistes entendent organiser un congrès international. Ce congrès anarchiste international – qui sera en fait dispersé par la police – est l'aboutissement d'une série d'événements commencés au congrès de Zurich en 1893 : la délégation allemande avait expulsé les socialistes indépendants de Gustav Landauer qui s'opposaient à la politique parlementaire. Les délégués expulsés décidèrent de convoquer pour 1900 un congrès de socialistes révolutionnaires regroupant anarchistes et socia-

listes non parlementaires. Ce devait être, selon l'expression de Bernard Lazare dans *La Revue anarchiste* (15-31 août 1893), le prélude à la constitution d'un « grand parti révolutionnaire international antiparlementaire et anti-étatiste ».

L'initiative de réunir anarchistes et socialistes antiparlementaires n'était pas absolument inédite, puisque en janvier 1891 avait été créé en Italie un « Parti socialiste anarchiste révolutionnaire » (PSAR) dans lequel devaient se regrouper anarchistes et socialistes opposés à l'action électorale. Quatre-vingts délégués participèrent au congrès de constitution. Des figures connues du socialisme italien (l'ex-anarchiste Andrea Costa, Filippo Turati) et de l'anarchisme (dont Malatesta) adhérèrent à cette initiative. Au congrès de constitution à Capolago, en Suisse, les anarchistes réussirent à faire accepter l'idée de grève générale pour le 1^{er} mai 1891. La plus grande partie des adhérents du PSAR finirent par passer au Partito Socialista Rivoluzionario Italiano – PSRI (fondé en 1882 par Andrea Costa). La rupture entre anarchistes et socialistes parlementaires était dès lors définitivement consommée. Battu aux élections de 1892, le PSRI rejoignit l'année suivante le Partito Socialista dei Lavoratori Italiani (PSLI), devenu entre-temps le Parti socialiste, puis le Parti socialiste italien.

Le groupe qui s'était retiré du congrès de Zurich en 1893 organisa immédiatement plusieurs réunions séparées regroupant jusqu'à 500 personnes qui discutèrent de l'ordre du jour du congrès.

Au sein des congrès socialistes qui se réunirent entre la fin de l'AIT antiautoritaire et le congrès de Londres de 1896, qui vit l'expulsion définitive des anarchistes, l'opposition entre révolutionnaires et partisans de l'action électorale ne se confond pas du tout avec l'opposition

entre anarchistes et socialistes, même si la presse bourgeoise comme la presse socialiste « officielle » ne font pas de différence et désignent tout le monde sous l'appellation d'« anarchistes ».

La résolution socialiste de 1893, qui exige des socialistes qu'ils « emploient tous leurs efforts » à l'action parlementaire, rendue de ce fait obligatoire, renvoyait certes à la marge les anarchistes, mais elle marginalisait également nombre de socialistes opposés au parlementarisme, ainsi que ceux pour qui l'action parlementaire n'était qu'*une option parmi d'autres*, selon les circonstances, et ceux qui en avaient fait l'expérience et ne la jugeaient pas concluante.

L'exemple type du militant qui suivit cette voie est le Hollandais Christian Cornelissen, traducteur du *Manifeste communiste*, et qui développait des positions bien plus cohérentes, du point de vue du « matérialisme historique », que les social-démocrates allemands, puisqu'il partait du point de vue éminemment marxiste qui veut que l'infrastructure économique détermine la superstructure politique, et que la classe ouvrière doit en conséquence *d'abord* socialiser les moyens de production pour pouvoir conquérir le pouvoir : « La classe ouvrière ne peut conquérir le pouvoir politique tant qu'elle n'aura pas socialisé les moyens de production »³³.

Selon Cornelissen, le parti ouvrier démocratique socialiste de Hollande ne considère « les élections législatives (...) que comme un moyen d'agitation, et l'action des élus ouvriers dans les parlements que comme moyen de propagande ». Il est vrai qu'au début, les socialistes affirmaient presque unanimement que l'action électorale

³³ C. Cornelissen, « Les diverses tendances du Parti ouvrier international », cité par Arianne Miéville et Maurizio Antonioli, *Les anarchistes et les congrès de la Deuxième Internationale – Syndicalisme, anarchisme et anarcho-syndicalisme en débat au Congrès Anarchiste d'Amsterdam en 1907*. Ed. Nautilus.

http://www.pelloutier.net/dossiers/dossiers.php?id_dossier=149

n'était qu'un *moyen de propagande* ; très rapidement, elle devint une fin en soi.

Arianne Miéville et Maurizio Antonioli font à propos du congrès de Zurich un commentaire qui vaut pour tous les congrès :

« Les rapports officiels ou les comptes-rendus de la presse ne reflètent que très partiellement les échanges d'idées dont les congrès ouvriers sont le théâtre. Dans n'importe quelle assemblée de ce type, c'est souvent en coulisses que les discussions les plus importantes ont lieu. Les rapports directs entre les individus sont importants lorsque l'on analyse l'évolution des idées socialistes ³⁴. »

Ce qui se passa en marge du congrès de Zurich, dit-elle, ou plus précisément en marge des réunions marginales du congrès, fut extrêmement important, car c'est à cette occasion que Cornelissen, Domela Nieuwenhuis et Jean Allemane eurent l'occasion de discuter longuement. C'est au même moment que Cornelissen et Fernand Pelloutier se lièrent d'amitié : ce n'est sans doute pas un hasard si le premier créa cette année-là le Secrétariat national du travail (NAS), l'équivalent hollandais de la Fédération des Bourses du Travail.

6) Préludes du congrès ouvrier révolutionnaire de Paris prévu les 19-22 septembre 1900.

A la fin de 1898, Domela Nieuwenhuis, Fernand Pelloutier et Émile Pouget signent un appel s'adressant « aux groupes ouvriers, aux socialistes révolutionnaires et aux communistes anarchistes » afin d'organiser un congrès en septembre 1900. Il s'agit, écrit Fernand Pelloutier dans le *Journal du Peuple* en mars 1899, de saper la prétention qu'ont les « socialistes parlementaires de se poser, en 1900, en porte-parole du mouvement socialiste mon-

³⁴ Arianne Miéville et Maurizio Antonioli, *op. cit.*

dial ». En effet, le congrès socialiste international commençait juste après celui des socialistes anti-parlementaires : la concordance de date des deux congrès ne saurait être fortuite.

Nous avons vu que les anarchistes et les socialistes antiparlementaires avaient été expulsés de l'Internationale en 1896 à Londres. Une clause avait même été votée qui garantissait qu'ils ne reviendraient plus, même par la fenêtre. A Londres comme à Zurich, les antiparlementaires se réunirent séparément. Un meeting fut organisé auquel assistèrent, selon Augustin Hamon, plusieurs milliers de personnes, à tel point qu'on dut diviser le meeting en deux ³⁵. Trois journées de débats et de conférences furent ensuite organisées, lors desquelles on parla surtout de luttes et d'organisation économique.

Fernand Pelloutier avait lancé sa « Lettre aux anarchistes » le 12 décembre 1899 (publiée en 1900) appelant les anarchistes à entrer dans les syndicats. Cependant, les militants pour la plupart n'avaient pas attendu cet appel : Pouget, pour ne parler que de lui, participa à la création du syndicat des employés du textile en 1879. Pendant que quelques individus attiraient l'attention des journaux et du public sur des attentats inutilement meurtriers, d'autres, beaucoup plus nombreux, mais plus discrètement, s'efforçaient de développer l'organisation de la classe ouvrière.

Si le congrès fut finalement interdit et dispersé, les rapports rédigés pour la circonstance représentent 220 pages ³⁶. On peut y lire qu'après les incidents de Londres, « les groupes révolutionnaires de divers pays avaient re-

³⁵ [Augustin Hamon](#), *Le socialisme & le congrès de Londres*, p. 171 et suivantes, cité par Arianne Miéville et Maurizio Antonioli, *op. cit.*

³⁶ *Les Temps Nouveaux*. Supplément littéraire paraissant tous les samedis, nos 23 à 32 publiés entre le 29 septembre et le 1^{er} décembre 1900. Ces rapports existent sous la forme d'un tiré à part numéroté de la page 129 à la page 342. (Note d'Arianne Miéville et Maurizio Antonioli.)

connu la nécessité de se séparer de la social-démocratie dont l'intolérance voulait imposer à tous les groupements, mêmes syndicaux, la nécessité de l'action législative et parlementaire »³⁷.

Les sujets prévus à la discussion étaient nombreux : « organisation de relations suivies entre les groupes communistes révolutionnaires d'un même pays et de pays différents ; propagande dans les syndicats ; publications et propagande par le placard, par la brochure à distribuer ; théâtre d'avant-garde ; élections de protestation ; publication d'un organe international ; question agraire ; les sans-travail ; enseignement libertaire ; coopérativisme et néo-coopérativisme ; la question de la femme ; la grève générale ; attitude des anarchistes en cas de guerre ; propagande antimilitariste, etc. »

De nombreuses délégations étaient venues d'Amérique du Nord, d'Argentine, d'Angleterre, d'Allemagne, d'Italie, de Suisse, d'Espagne, de Belgique, de Hollande, de Bohême et de Russie. D'autres avaient envoyé leur adhésion par écrit de Bulgarie, de Roumanie, de Grèce, du Portugal, du Brésil, des Iles Sandwich et d'Uruguay. Des personnalités connues du mouvement libertaire étaient venues : Élisée Reclus, Tcherkesoff, Domela Nieuwenhuis, Max Nettlau, Jean Grave, Emma Goldman et Kropotkine³⁸.

Le grand parti révolutionnaire international anti-étatiste dont avaient rêvé les dissidents du congrès de Zurich devait regrouper des socialistes allemands, néerlandais, français, anglais, des anarchistes français, espagnols, américains, italiens et juifs anglais. Bernard Lazare et Malatesta commencèrent à rédiger un appel mais la ré-

³⁷ Cité par A. Miéville et Maurizio Antonioli.

³⁸ Pour une synthèse des sujets abordées dans les documents préparatoires, on se reportera utilement à l'étude d'Arianne Miéville et Maurizio Antonioli citée ci-dessus.

pression, en pleine période d'attentats, les obligea à s'enfuir. L'initiative n'aboutit pas.

Cette internationale regroupant les socialistes anti-parlementaires et les anarchistes aurait-elle survécu si elle n'avait pas été dispersée par la police en 1900 ? La question est mal posée. Il s'agit surtout de savoir si le fait qu'elle ait été dispersée par la police suffit pour expliquer qu'elle n'ait pas vécu.

7) Jean Jaurès

Les socialistes allemands avaient voté à un congrès tenu à Dresde une motion condamnant toute participation à une coalition avec les partis politiques bourgeois. Ils firent adopter cette motion au congrès international d'Amsterdam en 1904 :

« Le Congrès condamne de la façon la plus énergique les tentatives révisionnistes tendant à remplacer la tactique éprouvée et glorieuse fondée sur la lutte de classes par une politique de concessions à l'ordre établi qui aboutirait à faire d'un parti révolutionnaire, qui poursuit la transformation... de la société bourgeoise en une société socialiste... un parti se contentant de réformer la société bourgeoise ³⁹. »

Les socialistes allemands n'avaient pas abandonné la rhétorique révolutionnaire alors que dans la pratique leur organisation et leur politique étaient totalement intégrées à la société bourgeoise. Ils continuaient obstinément – suivant en cela Marx et Engels – à penser que la classe ouvrière était majoritaire et qu'inéluctablement une majorité de travailleurs finiraient pas voter pour eux. Les social-démocrates allemands étaient donc opposés à toute participation à une coalition gouvernementale. Cette attitude n'arrangeait pas les socialistes français, à commencer par Jaurès, qui était favorable à la participa-

³⁹ Cité par Lavissee, *Histoire de France contemporaine*, tome 8, p. 236, Hachette, 1921.

tion des socialistes à un gouvernement de coalition – sous certaines conditions.

Par ailleurs, les social-démocrates allemands étaient extrêmement vagues, voire réticents, concernant toute proposition d'appel à une grève générale en cas de guerre, tandis que Jaurès était très ferme sur la nécessité de répondre à la guerre par une grève. Jaurès était sur une position « pragmatique », somme toute parfaitement orthodoxe d'un point de vue marxiste : on ne pouvait pas mettre tous les partis bourgeois dans le même sac ⁴⁰. Il préconisait la participation à un gouvernement avec les fractions les plus progressistes de la bourgeoisie. Mais en même temps, il tenta de faire adopter le principe d'une grève générale si une guerre éclatait, ce à quoi les dirigeants social-démocrates allemands n'étaient pas disposés. Jaurès était en relation avec des syndicalistes révolutionnaires français, dont les analyses sur la grève générale l'avaient influencé.

Les social-démocrates allemands étaient sur des positions rigides quant à l'action politique, d'autant plus rigides que, sauf circonstances exceptionnelles, ils n'avaient de toute façon *aucune* chance d'être en position

⁴⁰ Marx et Engels pensaient que tant que subsistent des vestiges des rapports de classes hérités de l'absolutisme, la bourgeoisie, ou certaines fractions de celle-ci, constitue une force progressive. La bourgeoisie est obligée de « faire des concessions politiques plus larges que celles de la monarchie absolue » (*La Critique moralisante*). La domination bourgeoise crée les conditions futures de la victoire de la classe ouvrière : « La suppression des rapports de propriété bourgeois ne peut être obtenue si l'on maintient les rapports féodaux », ce qui revient à dire que le prolétariat qui apparaîtrait dans une société où dominent les rapports féodaux aurait pour tâche prioritaire d'aider à la constitution des rapports bourgeois pour avoir ensuite la possibilité de les supprimer, car « le mouvement révolutionnaire de la bourgeoisie contre les ordres féodaux et la monarchie absolue ne peut qu'accélérer leur propre mouvement révolutionnaire » (*Ibid*). De cette vision évolutionniste, il résulte qu'un parti socialiste peut s'allier avec les fractions les plus progressistes de la bourgeoisie tant que celles-ci ont des revendications qui peuvent aller dans le sens des intérêts de la classe ouvrière.

de participer à un gouvernement dans l'Empire allemand. En revanche, sur la question très pratique de savoir ce qu'il fallait faire si une guerre éclatait, les dirigeants social-démocrates allemands restaient extrêmement vagues. Au congrès de 1904 à Amsterdam, Jaurès échoua sur la question de la grève pour empêcher la guerre, et dut se plier sur la « motion de Dresde ». Il fit une intervention remarquable dans laquelle il dénonça l'hypocrisie de la social-démocratie allemande. Selon lui, l'application de la motion de Dresde à l'ensemble des partis de l'Internationale consistait à appliquer à ceux-ci des « règles d'action, ou plutôt d'inaction qui s'imposent à l'heure actuelle à la démocratie socialiste allemande » – c'était là, rappelons-le, exactement le point de vue de Bakounine et de l'Internationale antiautoritaire !

Jaurès raille l'attitude des dirigeants socialistes allemands sur une affaire parfaitement lamentable : les patrons voulaient faire signer aux ouvriers une pétition en faveur de l'empereur. Les dirigeants social-démocrates ont refusé d'intervenir pour empêcher les ouvriers allemands de la signer ! Ce faisant, dit Jaurès,

« vous continuez ainsi à émousser, à obscurcir, à affaiblir dans le prolétariat allemand cette force historiquement trop débile d'une tradition révolutionnaire insuffisante. Eh bien, parce que vous, vous n'avez pas cette tradition révolutionnaire, vous la regardez avec une sorte de déplaisir chez les peuples qui y recourent, et vous n'avez qu'outrages, vos théoriciens n'ont que dédain pour nos camarades belges qui étaient, au péril de leur vie, descendus dans la rue pour conquérir le suffrage universel ⁴¹. »

C'est une allusion évidente au fait que le suffrage universel fut accordé en Allemagne par Bismarck et non à la suite d'une lutte. Remuant le couteau dans la plaie, Jaurès rappelle que les Allemands a) n'ont pas de tradition révo-

⁴¹ Deuxième discours au congrès socialiste international d'Amsterdam, 21 août 1904.

lutionnaire et b) que leurs traditions parlementaires ne leur servent à rien : « vous n'avez pas de force parlementaire », dit-il :

« ...quand bien même vous seriez la majorité au Reichstag, vous êtes le seul pays où vous ne seriez pas, le socialisme ne serait pas le maître, s'il avait la majorité. Car votre Parlement n'est qu'un demi-Parlement, un Parlement qui n'est pas un Parlement lorsqu'il n'a pas en mains la force exécutive, la force gouvernementale, quand ses décisions ne sont que des vœux, arbitrairement cassés par les autorités de l'empire ⁴². »

Là encore, Jaurès reprend l'argumentaire de Bakounine ! Treize ans auparavant, Engels avait fait *le même constat* : le Parlement n'a aucun pouvoir. En 1891, les deux principales revendications de 1848 sont réalisées : l'unité nationale et le suffrage universel ; or, Engels fait remarquer dans sa critique du programme d'Erfurt que « le gouvernement possède tout pouvoir exécutif » et que les « chambres n'ont pas même le pouvoir de refuser les impôts ». « La crainte d'un renouvellement de la loi contre les socialistes paralyse l'action de la social-démocratie », dit-il encore, confirmant l'opinion de Bakounine selon laquelle les formes démocratiques n'offrent que peu de garanties pour le peuple. Le « despotisme gouvernemental », dit encore Bakounine, trouve ainsi une forme nouvelle et efficace dans la pseudo-volonté du peuple. Or les élections qui viennent de se dérouler en Allemagne ont donné aux socialistes trois millions de suffrages ! Après de tels résultats, leur dit Jaurès, on attendait de vous « un mot d'ordre, un programme d'action, une tactique ».

« Et alors, vous avez, devant votre propre prolétariat, vous avez devant le prolétariat international, masqué votre impuissance d'action en vous réfugiant dans l'intransigeance des formules théoriques, que votre éminent cama-

⁴² *Ibid.*

rade Kautsky vous fournira jusqu'à épuisement vital. (*Applaudissements et rires.*)⁴³ »

L'adoption de la motion de Dresde, conclut Jaurès, signifie que le socialisme international dans tous les pays « s'associe à l'impuissance momentanée, mais formidable, à l'inaction provisoire, mais forcée de la démocratie allemande ».

Bebel crut s'en sortir en faisant une critique de la démocratie bourgeoise. C'était là donner des armes à Jaurès, qui répliqua en déclarant que la république n'était pas *en soi* une garantie de progrès : la démocratie resterait stagnante si elle « n'était pas sans cesse avertie, contrainte par l'action de classe du prolétariat ». Jaurès s'étonne que dans certains pays comme l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, le prolétariat socialiste « ne se propose pas comme objet essentiel et immédiat le remplacement de la forme monarchique par l'institution républicaine ». Un point encore sur lequel il rejoint Bakounine... Il ne comprend pas que dans ces pays le prolétariat se contente d'utiliser les institutions accordées par la monarchie. Prenez garde ! avertit le socialiste français : « Si la République n'est pas en ce moment dans tous les pays la condition nécessaire du progrès économique et social », en France elle est « le résultat d'un mouvement révolutionnaire qui a créé la France moderne ».

Et Jaurès étale le « curriculum révolutionnaire » du peuple français : « 1791, la pétition du Champ de Mars, en 1792 par l'entrée du peuple au château des Tuileries, en janvier 1793 sur la place de la Concorde, où tombait la tête de Louis XVI, en 1830, en 1848, en 1871. » Pour Jaurès, « la République est la forme logique et suprême de la démocratie »⁴⁴. La « monarchie sociale » que la so-

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ Premier discours au congrès socialiste international d'Amsterdam, 19 août 1904. Bakounine disait que la pire des démocraties valait mieux que la meilleure des monarchies.

cial-démocrate ne veut ou ne peut remettre en cause, peut bien donner au prolétariat quelques réformes ; mais prenez garde, dit encore Jaurès : « ce jeu qui peut donner pratiquement quelques résultats, il ne vaut pas pourtant les viriles et directes conquêtes par la volonté du prolétariat libre. » C'était une allusion très claire au fait qu'en Allemagne, ce n'est pas, comme l'avait dit Jaurès au début de son intervention, le prolétariat « qui a conquis sur les barricades le suffrage universel. Il l'a reçu d'en haut... » C'était là un gros pavé dans la mare social-démocrate allemande.

8) Le congrès de Stuttgart 1907

Mis en minorité à Amsterdam sur la participation à un gouvernement de coalition et sur la nécessité de répondre à la guerre par la grève, Jaurès n'abandonne pas la partie. Il se produira un basculement au congrès de Stuttgart en 1907 car une résolution contre la guerre fut votée :

« Le congrès confirme les résolutions des précédents congrès internationaux concernant l'action contre le militarisme et l'impérialisme et rappelle que l'action contre le militarisme ne peut être séparée de l'action contre le capitalisme. »

A propos des résolutions des « précédents congrès » :

- Le premier congrès de la II^e Internationale en 1889 ne fit que reprendre le mot d'ordre de l'AIT sur la « substitution des milices populaires aux armées permanentes ».

- Au congrès suivant, à Bruxelles en 1891, une résolution fut adoptée appelant les travailleurs à protester par une agitation incessante contre les tentatives de guerre. Il y est dit également que la responsabilité des guerres revient aux classes capitalistes.

- En 1896 au congrès de Londres une résolution affirme de manière très générale que « la classe ouvrière de tous les pays doit s'opposer à la violence provoquée par les guerres ».

- En 1900 au congrès de Paris est adopté le principe que « les députés socialistes de tous les pays sont tenus à voter contre toutes les dépenses militaires, navales et contre les expéditions coloniales ». L'action contre la guerre est donc cantonnée au vote des députés socialistes.

- C'est à Stuttgart en 1907 qu'eurent lieu un réel débat sur le problème de la guerre. Contre les déclarations de Gustave Hervé qui affirme le devoir de « répondre à la guerre par la grève générale et l'insurrection », Bebel propose une motion passe-partout qui ne dit au fond pas grand chose. Rosa Luxembourg, en accord avec Lénine, fait ajouter un amendement visant à « empêcher de lire les déductions orthodoxes de Bebel à travers les lunettes opportunistes », selon les termes de Lénine. Ces amendements préconisaient d'utiliser la crise causée par la guerre pour profiter de la crise économique et politique pour soulever le peuple et précipiter la chute du capitalisme. Cet amendement ne fut tout simplement pas pris au sérieux par la majorité des congressistes.

- Le congrès suivant à Copenhague, en 1910, insista surtout sur le rôle des élus socialistes qui devaient refuser les crédits de guerre.

- En novembre 1912 se tint à Bâle un congrès extraordinaire lié à la guerre des Balkans. Un manifeste fut rédigé qui reprenait les résolutions de Stuttgart et de Copenhague, et condamnait la future guerre européenne comme « criminelle » et « réactionnaire ». Cette guerre ne pouvait qu'« accélérer la chute du capitalisme en provoquant immanquablement la révolution prolétarienne ». Ce manifeste niait que cette guerre pouvait être justifiée par l'intérêt de la défense nationale.

Lorsque deux ans plus tard éclata la guerre, les positions que prit la II^e Internationale révélèrent les ambiguïtés et les équivoques des différentes résolutions qui avaient été votées. Le congrès de Stuttgart avait en effet réaffirmé le devoir de mener une guerre *au nom de l'indépendance nationale*. On pouvait donc considérer que l'interdiction de voter les crédits de guerre ne s'appliquait pas lorsqu'il s'agissait de la « défense du pays » face à un pays « agresseur ». Les socialistes se ruèrent vers cette brèche pour soutenir, dans les deux pays, « l'Union sacrée ».

La résolution finale du congrès de Stuttgart déclare que si une guerre éclatait, les socialistes « ont le devoir d'intervenir pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste » Il n'est toujours pas question de grève générale, comme le demandent les délégués français. La formulation de la résolution de Stuttgart reste extrêmement vague car les dirigeants socialistes allemands ne veulent pas entendre parler de grève générale ou d'insurrection, mais Jaurès s'en contente.

Le 7 septembre de cette année, Jaurès rendit compte de son mandat de délégué au congrès socialiste tenu dans la grande salle du Tivoli-Waux-Hall. Il déclare notamment :

« Le Congrès international a donc proclamé deux vérités indivisibles, deux vérités indissolubles : la première, c'est que les nations autonomes avaient le droit et le devoir de maintenir énergiquement leur autonomie ;

« La seconde, c'est que pour empêcher les chocs funestes, pour empêcher les rencontres sanglantes où saigneraient, plus que les veines, la conscience du prolétariat, le devoir des travailleurs était d'empêcher les guerres, et non pas, vous m'entendez bien, par de simples malédictions de paroles, non pas par des gémissements stériles, non pas par des anathèmes impuissants : l'Internationale a dit aux prolétaires qu'ils n'avaient pas le droit, qu'ayant grandi, ils n'avaient pas le droit d'assister, gémissants et inertes, aux guet-apens des despotes et des capitalistes contre la paix, mais qu'ils devaient, par toute l'énergie de leur action : action parlementaire ou action révolutionnaire, écraser dans leur germe les guerres funestes ⁴⁵. »

« La guerre à la guerre, par tous les moyens, légaux ou révolutionnaires, est un devoir au même titre que la guerre pour la défense de l'indépendance nationale. », ajoute Jaurès. Le dirigeant socialiste français livre cependant une interprétation extrêmement « maximaliste » de la résolution de Stuttgart. Les dirigeants allemands ne parlent jamais de grève générale ou d'action révolutionnaire. Les réactions envisagées contre la guerre sont systématiquement des interventions limitées à l'activité parlementaire des élus socialistes. Le prolétariat n'est jamais invité à l'action effective. Bebel avait évoqué à ce congrès le cas de nations, comme la Pologne, qui sont occupées et opprimées. Dans ces cas, les prolétaires de ces

⁴⁵ Cité par Ch. Rappoport, *Jean Jaurès*, Paris, *l'Émancipatrice*, 1915, pp. 205-206.

nations sont trop occupés par la « volonté de ressusciter leur peuple » pour porter leur attention sur l'émancipation du prolétariat.

Bebel occulte le fait que les États qui entrent en guerre le font *toujours* en présentant cette guerre comme une nécessité nationale, comme une guerre de défense. Ajoutons à cela leur capacité à manipuler l'opinion, et toute guerre sera perçue par les peuples comme une guerre nécessaire pour leur défense. C'est ce qui se passa en 1914.

Pour les socialistes français, une telle situation entre parfaitement dans le cas de figure de la « défense de l'indépendance nationale ». Alors que faire ? Faute que les classes ouvrières d'Allemagne et de France auront pu empêcher la guerre, Kropotkine fera également le constat qu'une partie importante du territoire français est occupée par des armées étrangères qui n'ont manifestement aucune intention de se retirer. Il s'agit donc pour lui d'une guerre destinée à préserver l'intégrité territoriale et, au-delà, de préserver une culture, une civilisation.

Jaurès n'hésite pas cependant à en appeler au soulèvement du peuple contre la guerre, c'est-à-dire à la révolution :

« C'est une révolution qui sortira non seulement du cœur du prolétariat révolté à la seule pensée de la guerre où on veut l'entraîner contre d'autres prolétaires ; cette révolution jaillira aussi de la conscience même du pays. Et alors le Prolétariat soulevé, usant de ses armes, non plus pour le crime, mais pour le salut et l'affranchissement, instituera un gouvernement populaire ⁴⁶. »

Il est à craindre que le compte rendu que fait Jaurès du congrès de Stuttgart pêche par excès d'optimisme. En effet, de très nombreux délégués et la plupart des dirigeants se trouvaient très en retrait par rapport aux positions dont

⁴⁶ Rappoport, *Jean Jaurès*, Paris, l'*Émancipatrice*, 1915, p. 274.

le leader socialiste français se fait l'interprète. Le congrès adopta cependant un amendement présenté par Lénine et Rosa Luxembourg :

« Si néanmoins une guerre éclate, les socialistes ont le devoir d'œuvrer pour sa fin rapide et d'utiliser par tous les moyens la crise économique et politique provoquée par la guerre pour réveiller le peuple et de hâter par là la chute de la domination capitaliste. »

Jusqu'à la guerre, il y aura une cassure invisible entre le discours apparemment révolutionnaire des dirigeants socialistes français et les intentions réelles des dirigeants socialistes allemands. Cette cassure finira même par se manifester, on le verra, par une tranchante prise de distance des dirigeants social-démocrates allemands, soucieux de ménager les autorités politiques de leur pays.

9) « Nous étions un peuple fini »

Après les vigoureuses critiques formulées en 1907 lors du congrès de Stuttgart contre la direction du parti socialiste allemand, Jean Jaurès, l'une des principales figures du socialisme français, va se montrer d'une humilité déconcertante :

« Nos camarades d'Allemagne ont eu la générosité de dire tout haut, Kautsky a eu la générosité de penser, d'écrire dans la *Neue Zeit*, que désormais il n'y a plus une hégémonie du socialisme allemand, non pas que le socialisme allemand ait baissé, mais parce que le socialisme des autres pays a monté ⁴⁷. »

Autrement dit, les socialistes des autres pays, et en particulier de la France, s'étaient montrés de bons élèves et recevaient un bon point de leur maître, la social-démocratie allemande. C'était reconnaître qu'il y avait eu une « hégémonie » du socialisme allemand ; le leader socialiste français semble éperdument reconnaissant à Kautsky

⁴⁷ Rappoport, Jean Jaurès, Paris, l'*Émancipatrice*, 1915, p. 235.

d'avoir eu la « générosité » de reconnaître que « le socialisme des autres pays a monté ». Le dirigeant social-démocrate allemand se voit ainsi accrédité de la qualité de juge dispensant des diplômes de maturité au mouvement socialiste international. Cette attitude est significative de l'état de subordination psychologique du mouvement socialiste français par rapport à son homologue allemand.

Hubert Lagardelle ⁴⁸ analyse en 1914 ce sentiment de subordination :

« L'hégémonie intellectuelle du socialisme allemand devait être plus profonde encore que ne le prévoyait Bakounine. C'est le prestige des vainqueurs d'imposer moralement par la conquête leurs méthodes et leurs procédés. Le triomphe de l'Allemagne sur la France a saisi de crainte admirative l'Europe qui, pour un temps, s'est faite allemande. Le socialisme n'a pas échappé à la suggestion. Il est resté subjugué par la social-démocratie... Les adversaires du socialisme allemand y ont vu ce qu'avait prédit Bakounine : un socialisme à casque à pointe, dogmatique, doctrinaire et pédant... Quelle qu'ait été la valeur de ses théoriciens, quels que soient les services qu'il ait rendus, il faut reconnaître que la rigidité du marxisme allemand l'a fait souvent accuser d'avoir enchaîné la pensée socialiste dans des formules

⁴⁸ Hubert Lagardelle (1874-1958), théoricien du syndicalisme révolutionnaire. Il fait des études de droit, devient journaliste et en 1895 crée à Toulouse une revue marxiste, *La Jeunesse socialiste*. Il adhère en 1896 au Parti ouvrier français de Jules Guesde. Il fonde en 1899 une revue théorique du socialisme, *Le Mouvement socialiste* (1899-1914), qui devient ensuite syndicaliste révolutionnaire. Lagardelle est influencé par Proudhon, Marx et Georges Sorel. Il fréquente les leaders de la CGT et contribue à la constitution de la doctrine syndicaliste révolutionnaire. Mais vers 1910, déçu par l'évolution de la CGT, il se retire à Toulouse. Il est alors tenté par le « fascisme de gauche ». En 1926, il adhère premier parti fasciste français, le Faisceau de Georges Valois. Après 1940 il devient ministre du Travail du régime de Vichy dans le gouvernement Pierre Laval (avril 1942-novembre 1943). Contraint à la démission du gouvernement en 1943, il devient rédacteur en chef du journal collaborateur de gauche *La France socialiste*. Il est condamné à perpétuité en 1946 et meurt en 1958.

étroites et arrêté son élan pour de longues années ⁴⁹. »

Gustave Hervé ⁵⁰ confirme l'analyse de Lagardelle dans la *Guerre sociale* : dans les congrès internationaux, dit-il, « le socialisme idéaliste de la France révolutionnaire osait à peine élever la voix : nous y entrions avec une âme de vaincus. Nous étions le passé. Nous étions un peuple fini. Place aux forts ⁵¹ ! » Au moment où Hubert Lagardelle et Gustave Hervé écrivent ces lignes, ils ont déjà basculé vers l'extrême droite ⁵².

La Seconde Internationale était une chambre d'enregistrement des positions décidées par la social-démocratie allemande, pas une organisation composée de membres

⁴⁹ Lagardelle, « Rapports personnels de Bakounine et de Marx ». *Le Mouvement socialiste*, n° 263-264, mai-juin 1914, p. 312.

⁵⁰ Gustave Hervé (1871-1944) fut un leader socialiste et antimilitariste jusqu'en 1912, puis il bascula lui aussi dans l'extrême droite et le fascisme. Il écrivit ses premiers articles antimilitaristes dans *Le Travailleur Socialiste de l'Yonne*, milita à la SFIO et à la CGT. Il défend l'idée d'insurrection en cas de guerre, ce qui lui vaut une audience nationale. Ses démêlés avec la justice lui font perdre son poste d'enseignant : il se consacre alors totalement à l'action militante. En 1905 il est condamné à quatre ans de prison pour son activité dans l'Association internationale antimilitariste, qui avait publié une affiche appelant à la grève insurrectionnelle en cas de guerre. A partir de 1907 il dirige *La Guerre sociale*, un journal qu'il a fondé. A partir de 1912 il évolue vers le patriotisme et se range, en 1914, contre les partisans de la grève générale pour empêcher la guerre. Alfred Rosmer n'avait jamais caché sa méfiance envers lui pour ses excès verbaux. Le 1^{er} juillet 1916, il transforme *La Guerre Sociale* en *La Victoire*. En 1919, il crée le Parti socialiste national, rejoint par Alexandre Zévaès, ancien député guesdiste devenu l'avocat de l'assassin de Jaurès, et par Jean Allemane, leader d'un des partis socialistes de la période 1890-1902. Le « socialisme national » de Gustave Hervé se transformera ensuite en fascisme.

⁵¹ Gustave Hervé, *La Guerre sociale*, 18 février 1915.

⁵² Nous citons à l'occasion un certain nombre de textes écrits par des acteurs de l'histoire qui se trouvaient à un moment du côté du mouvement ouvrier et qui ont par la suite basculé dans l'extrême droite ou le fascisme. Si les références à ces hommes doivent être traitées avec prudence, nous estimons que malgré ce basculement, ils restent des témoins privilégiés de l'histoire.

libres et égaux. Les prises de position des socialistes belges fournissent peut-être une explication de l'attitude peu internationaliste qu'adopteront les social-démocrates allemands vis-à-vis de la Belgique pendant la guerre. Les militants belges s'étaient montrés des opposants tenaces à l'hégémonie allemande du temps de la Première internationale. Les idées proudhoniennes dominaient dans les sections wallonnes de l'AIT, notamment à Verviers, ainsi qu'à Bruxelles. C'est chez les ouvriers flamands que la social-démocrate allemande eut le plus d'écho. Les succès électoraux des socialistes allemands suscitaient l'adhésion des sections de Gand et d'Anvers. Au congrès de Gand en 1877, les délégués de Verviers s'accrochèrent aux positions autonomistes, mais cette même année les socialistes flamands créèrent à Malines un parti socialiste d'obédience marxiste. Peu après, César de Paepe et ses amis de la section de Bruxelles, qui avait été l'un des piliers de l'AIT antiautoritaire, finirent par basculer du côté de la social-démocratie⁵³. La fédération belge de l'AIT tint un dernier congrès les 25-26 décembre 1877. Deux ans plus tard, socialistes wallons et flamands formèrent un parti unifié et, sur la proposition de De Paepe, le Parti ouvrier belge fut fondé le 5 avril 1885, après que les mutualistes proudhoniens eurent à leur tour cessé de résister.

10) Le congrès de Copenhague (28 août-4 septembre 1910)

En 1910, l'année du congrès de Copenhague, la quiétude des dirigeants social-démocrates avait été troublée par deux mouvements qui secouèrent la classe ouvrière allemande. D'abord, une protestation pour la réforme du droit de vote en Prusse ; ensuite une importante agitation sociale consécutive au chômage qui frappait plusieurs secteurs industriels. Les grèves et les manifestations, ac-

⁵³ Un travail mériterait d'être fait pour expliciter ce basculement à la lumière des carences et des erreurs du courant dit « antiautoritaire ».

compagnées de heurts violents avec la police, se succédaient et prenaient de l'ampleur. Rosa Luxembourg posa une fois de plus la question du recours à la grève de masse dans un article que Kautsky refusa de publier dans la *Neue Zeit*. Ce dernier opposait à la grève de masse la « guerre d'usure » : il ne fallait pas que le mouvement se propage car il fallait se consacrer aux élections du Reichstag : le parti obtiendrait inévitablement, un jour ou l'autre, la majorité absolue, et « dans la situation actuelle, une telle victoire ne représenterait rien de moins que l'effondrement de tout le régime existant »⁵⁴. Nous avons là une illustration de plus de l'illusion naïve, dénoncée par Bakounine, des social-démocrates allemands qui pensaient accéder au pouvoir par les élections sans que le système étatique et capitaliste ne réagisse vigoureusement.

Ce propos de Kautsky contredit ce qu'il avait déclaré quelques années plus tôt – à l'époque il était plus clairvoyant. Il avait prédit que le gouvernement n'hésiterait pas à faire un coup d'État en cas d'avancée électorale des socialistes. Dans une lettre à Bernstein du 18 février 1898, il écrivit :

« Avant même que nous ayons cent députés, le combat contre nous commencera, pas à propos du socialisme, mais à propos de la démocratie. Coup d'État, abolition du droit de vote, législation d'urgence arriveront alors, si ce n'est pas avant. »

A noter que dans cette même lettre, il écrivait que la révolution politique du prolétariat en Allemagne ne sera pas une révolution pour le socialisme mais pour la démocratie, comme l'avait envisagé Marx : « En tant que seul

⁵⁴ Karl Kautsky, « Was nun? » (Et maintenant?), *Neue Zeit*, 8 avril 1910.

George Haupt, *Le Congrès manqué, l'Internationale à la veille de la première guerre mondiale*, Paris, François Maspero, 1965.

parti d'opposition, dit Kautsky, nous devons remplir les tâches historiques de la bourgeoisie, pas du prolétariat, afin d'établir non pas l'État du futur mais l'État anglais d'aujourd'hui ⁵⁵. »

Le congrès de Copenhague posa une fois de plus la question de la grève. Vaillant et Keir Hardie ⁵⁶ demandèrent que la grève et l'insurrection soient désignées comme des devoirs en cas de guerre, ce à quoi le député berlinois Ledebour ⁵⁷ s'opposa vigoureusement, insistant pour que le congrès s'en tienne aux termes de la résolution de Stuttgart. Le congrès renvoya à l'unanimité la question à plus tard, c'est-à-dire au prochain congrès, prévu à Vienne *en août 1914*... On se contenta de dire

⁵⁵ La lettre de Kautsky est citée dans : *Karl Kautsky : Marxism, Revolution and Democracy*, John H. Kautsky, Transaction Publishers, 1994.

⁵⁶ James Keir Hardie (1856-1915), mineur socialiste et syndicaliste écossais qui fut le premier président de la fédération écossaise des mineurs. Il fut, sept ans avant la fondation du Labor Party, le premier travailliste élu à la Chambre des Communes.

⁵⁷ Georg Ledebour (1850-1947) faisait pourtant partie de l'aile « gauche » du parti... Il entra au SPD en 1891 et siégea au Reichstag de 1900 à 1918. Avec Hugo Haase et Karl Liebknecht, il était opposé au vote des crédits de guerre en 1914 mais se soumit à la « discipline du parti ». Il participa aux conférences de Zimmerwald en 1915 et de Kienthal en 1916. Lénine lui ayant demandé de ne plus voter les crédits de guerre, Ledebour s'engueula avec lui, disant que c'était facile de donner des conseils depuis la Suisse – anecdote significative de la pression sociale qui devait s'exercer sur les députés social-démocrates au sein de leur parti. En 1919 Ledebour soutint le soulèvement spartakiste. Il fut un cofondateur de l'USPD, député au Reichstag de 1920 à 1924. Avec l'arrivée au pouvoir des nazis en 1933, il s'exila en Suisse. Ledebour n'était pas seul à Zimmerwald, il y avait aussi Adolf Hoffmann (1858-1930), fonctionnaire du parti à Berlin, rédacteur pour des journaux socialistes, chargé de la propagande antireligieuse. Député au Reichstag de 1904 à 1906, puis en 1920 sous l'étiquette de l'USPD. Hoffmann fut brièvement ministre prussien des Sciences, de l'art et de l'éducation populaire, lors de la révolution de novembre 1918. Il abolit en Prusse le système de surveillance des opinions à l'école et œuvra à la séparation de l'Église, de l'école et de l'État.

que « les guerres ne sont actuellement causées que par le capitalisme et particulièrement par la concurrence économique internationale des États capitalistes sur le marché du monde... » et que « la chute du capitalisme signifie la paix universelle ».

Dans les rangs des socialistes français, on continuait obstinément à croire que les socialistes allemands étaient fermement décidés à empêcher la guerre – alors que la question avait été jusqu’alors systématiquement esquivée par eux.

Peu avant le congrès, Gustave Hervé avait appelé les socialistes allemands à rejoindre les Français dans la propagande contre la guerre, affirmant que seule la social-démocratie peut arrêter la guerre. André Lebey, un délégué français, s’étonne de l’attitude des socialistes allemands et développe une analyse qui ressemble étonnamment à celle que fera Kropotkine.

« Victoire oblige, et du fait même de leur victoire, les Allemands peuvent plus que nous. C’est nous, pourtant, qui avons donné les premiers exemples, alors que, logiquement ce rôle était le leur ; on ne saurait donc comprendre plus longtemps pourquoi ils ne nous suivent point... Si l’équivoque durait, la France, surtout la France révolutionnaire, devrait se souvenir du passé, et au nom de la Révolution qu’elle n’a cessé de représenter, et qui a son autel le mieux enraciné dans son sol, un suprême appel de sa part n’étant pas entendu, s’arranger de manière à être victorieuse au cas où une abominable lutte lui serait imposée. Elle le doit au nom de la civilisation européenne dont elle est une des garanties ⁵⁸. »

Comme Kropotkine en 1916, Lebey pense que puisque la guerre n’a pas pu être empêchée, puisque la social-démocratie allemande n’a rien fait pour l’empêcher alors qu’elle était en position de le faire, il faut s’y enga-

⁵⁸ André Lebey, « Impressions sur le Congrès de Copenhague », article recueilli dans : *Sur la route sociale* (1909-1911), Paris, Figuière, vol. I, p. 252, 253, 258.

ger au nom de la civilisation, dont la France est une représentante. Les voix telles que celles d'André Lebey étaient minoritaires ; dans l'ensemble on persistait à penser en France que les social-démocrates allemands étaient encore capables d'empêcher la guerre si le gouvernement allemand en prenait l'initiative. Cependant, les articles de Charles Andler avertissant le public français des tendances impérialistes de certains social-démocrates allemands, sur le danger que constituait l'armement de l'Allemagne, suscitèrent des réactions d'une extrême violence chez les socialistes français. Longuet et Jaurès en tête, qui voyaient dans ces avertissements une attaque contre la bonne entente entre socialistes français et allemands. Jaurès reprocha à Andler « d'essayer de jeter des soupçons entre des fractions du prolétariat »⁵⁹.

La Vie ouvrière ayant publié en 1913 le texte d'Andler sur le socialisme impérialiste dans l'Allemagne contemporaine, reçut des courriers de protestation. Ainsi Monatte écrit-il :

« Dès le 23 février, Jean Longuet m'écrivait son étonnement que nous ayons reproduit "l'article de calomnies" d'Andler : il me signalait la "réponse écrasante" que lui avait faite Grumbach dans la *Neue Zeit* et demandait que nous la publiions. Je lui répondis que nous ne mettrions pas sous le boisseau les réponses qui seraient faites à Andler. Mais, loin de regarder son étude comme un article de calomnies, j'y voyais un article clairvoyant et d'un rare courage et qui me paraissait expliquer lumineusement les refus insolents que la CGT avait reçus des chefs des syndicats allemands depuis 1905. »

Les socialistes français, refusant de voir l'unilatéralisme de l'internationalisme prolétarien, et s'imaginant jusqu'au bout que la social-démocratie allemande s'opposerait victorieusement à la guerre, s'en prenaient violemment à ceux qui doutaient. Dans un article paru en 1949, Monatte les désigne, dans « La fondation de la Vie ouvrière », sous l'appellation de « cosaques de presse de la social-démocratie », les comparant aux « cosaques de presse mobilisés par le stalinisme ».

⁵⁹ *L'Humanité*, lundi 4 mars 1913.

C'est avec un enthousiasme incroyable que *L'Humanité* rendit compte de la visite en France de Philip Scheidemann ⁶⁰, qui était venu fêter l'élection de cent-dix députés au Reichstag en 1912, et qui déclara :

« Nous avons 2 500 000 syndiqués, 110 députés, 9 000 conseillers municipaux. Il n'est pas possible à un gouvernement qui sent derrière lui de semblables forces de se lancer dans une aventure guerrière. Lorsqu'on est forcé de tenir compte de plusieurs millions de social-démocrates, il n'est plus possible de tenter une aventure guerrière. Il s'agit de fortifier dans les deux pays la conviction la plus profonde qu'entre eux une guerre ne pourra jamais plus éclater et n'éclatera jamais ⁶¹. »

Ceux qui émettaient des doutes sur la sincérité des déclarations internationalistes des social-démocrates allemands étaient accusés par Jean Longuet, petit-fils de Karl Marx, d'être des « domestiques de plume de la bourgeoisie » ⁶².

Les faits donneront raison à Charles Andler six mois plus tard : les social-démocrates allemands voteront à l'unanimité moins quinze les crédits de guerre.

Au début du siècle, la droite du parti social-démocrate avait été tenue en échec par une alliance entre le centre orthodoxe et la gauche. La révolution russe de 1905 et le débat sur la grève générale vinrent bousculer cet ordre de choses. C'est pour contrer les positions de Bernstein et de la droite du parti que Rosa Luxembourg écrivit *Réforme ou révolution*. Au sein du parti social-démocrate, le jeu d'alliances bascula. L'expansion économique provoqua

⁶⁰ Philip Scheidemann (1865-1939) était un ancien imprimeur et l'un des principaux dirigeants de la droite du parti social-démocrate. Il fut député au Reichstag de 1903 à 1918 et de 1920 à 1933. Il devint en 1919 le premier chancelier de la république allemande, et contribua à la répression de la révolution allemande.

⁶¹ *L'Humanité*, 5 avril 1912. Voir aussi 18, 29, 31 mars ; 2, 3 avril 1912.

⁶² *L'Humanité*, 17 février 1912.

une hausse des prix et les luttes sociales s'étendirent. Une vague de grèves déferla sur le pays. Le gouvernement introduisit des restrictions au mode de scrutin pour tenter d'enrayer les progrès du parti socialiste. Comme l'avait évoqué Kautsky en 1898.

Les débats sur la grève générale firent craindre à la direction du parti et à celle des syndicats de se laisser dépasser par les événements : elles déclarèrent qu'elles n'avaient pas les moyens de la soutenir. Les modérés étaient opposés à une grève de masse. Rosa Luxembourg, de retour de Russie, affirma que c'était par la lutte que les travailleurs pouvaient s'organiser et s'auto-émanciper, ce qui lui valut d'être traitée d'« anarchiste » par les bureaucrates syndicaux. La direction du parti et celle des syndicats se sentaient dépassées par les événements devant la montée des luttes ouvrières. En 1906, le parti et les syndicats décidèrent alors que les décisions importantes seraient prises en commun : il s'agissait de tout faire pour freiner les luttes. L'idée d'une transformation graduelle de la société vers le socialisme n'était plus à l'ordre du jour. En outre, le spectre de la guerre se rapprochait.

« En aucun autre pays, on n'a si souvent parlé de lutte et de conscience de classe. Et, cependant, en aucun pays on n'a éludé aussi systématiquement qu'en Allemagne toute prise de décision sérieuse en la matière. Malgré quelques escarmouches, le pays ne connut, après l'abrogation de "la loi contre les socialistes", aucune grande lutte ouvrière. Si, d'aventure, les masses perdaient patience, la direction socialiste se chargeait de les calmer. En somme, cette conscience de classe tant vantée n'avait d'autre fonction que de châtrer le prolétariat ⁶³. »

Désormais le centre et la droite se rapprochent. Bebel se retire en 1911 – il meurt en 1913 – et est remplacé par Ebert, qui devient président du SPD. C'est un apparatchik

⁶³ Rudolf Rocker, *Mémoires*, vol. 1. cité par *Contretemps*.

qui a fait toute sa carrière dans la bureaucratie du parti ⁶⁴. En 1913, les députés du SPD approuvent la création d'une taxe pour couvrir les dépenses militaires. La machine est lancée. Les dirigeants socialistes abandonnent l'internationalisme prolétarien et se rallient à leur classe dominante. A l'intérieur du parti, la répression s'abat sur les opposants. Rosa Luxembourg est privée de moyens d'expression. A l'extérieur du parti la répression gouvernementale frappe également les opposants à la guerre. Une nouvelle crise des Balkans conduira à un conflit généralisé. L'Internationale n'aura pas été capable d'empêcher la guerre. Les députés socialistes, en France comme en Allemagne, votent les crédits de guerre. Dans presque tous les pays, sauf en Serbie, en Bulgarie et en Russie, les socialistes se rallient à l'union Sacrée ⁶⁵.

11) L'impôt de guerre extraordinaire

En janvier 1913, les deux partis socialistes français et allemand signent un manifeste pour la paix. Pourtant, en contradiction totale avec tout ce qu'ils pouvaient déclarer à leurs crédules camarades français, les socialistes allemands votèrent *un mois plus tard*, le 3 février 1913, un *impôt de guerre extraordinaire* d'un milliard et demi de marks pour le programme militaire proposé par le général von Bernhardt. Le *Berliner Tageblatt* du 1^{er} avril 1913 avait défini cet impôt comme « à proprement parler la mobilisation en temps de paix ». Duplicité ? Les députés social-démocrates qui avaient signé le manifeste pour la paix et qui votèrent un mois plus tard l'impôt extraordi-

⁶⁴ Il deviendra en 1918 le premier président du Reich sous la République de Weimar après l'abdication de l'empereur Guillaume II. Son gouvernement réprime la révolte spartakiste et est responsable de l'assassinat de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht.

⁶⁵ Il est significatif que c'est dans les mouvements socialistes des pays slaves que l'opposition à la guerre se soit manifestée, confirmant les intuitions de Bakounine.

naire votèrent six mois plus tard – le 4 août 1914 – les crédits de guerre.

Il n'est pas indifférent de savoir comment cet impôt fut accepté par les députés social-démocrates⁶⁶. Le 24 avril 1913, le ministre allemand de la guerre, von Heeringen, convoque les « hommes de confiance » des partis représentés au Reichstag, *y compris les social-démocrates*. Pour les socialistes, se trouvent Bebel, Ledebour et Frank⁶⁷. C'est, dit le ministre, une réunion très secrète. Il veut convaincre les hommes présents de la nécessité d'accélérer le réarmement en se fondant sur le fait que l'encerclement que subit l'Allemagne s'aggrave. Les Belges ont renforcé leur armée de 50 000 hommes. Les Français comptent sur le soutien de l'armée belge. Nous serons seuls face à la France et à la Belgique, alors même qu'il y a un second front à l'Est avec la Russie, qui accélère sa mobilisation : « C'est la raison pour laquelle nous devons chercher notre salut dans l'attaque »⁶⁸.

Bebel conteste les assertions du ministre concernant la Belgique et demande en quelque sorte un second avis, celui du chancelier. L'affaire, pense-t-il, est trop sérieuse pour être débattue avec le seul ministre de la guerre. Le chancelier, Bethmann Hollweg, veut convaincre les élus de gauche parce que l'existence du Reich même est en jeu. Richard Franck, un parlementaire social-démocrate, demanda au ministre de la guerre si l'Allemagne respec-

⁶⁶ Cf. Dieter Groh, *Die geheimen Sitzungen der Reichshaushaltskommission*, cité par Gerd Krumeich, « De Schlieffen à Ludendorff : les militaires allemands et la politique », in *Les Cahiers du CEHD* n° 26, « Armée et pouvoir en Allemagne et en France aux XIX^e et XX^e siècles ».

⁶⁷ Ludwig Franck (1874-1914), député de Mannheim à partir de 1907, membre de la droite du parti. Il se porta volontaire dès le début de la guerre et fut tué à Lunéville le 3 septembre 1914. Il symbolise pour la communauté juive le socialiste juif qui n'a rien à prouver en matière de patriotisme. Cf. Lars Fischer, *The socialist Reponse to Antisemitism in Imperial Germany*, Cambridge University Press, 2010.

⁶⁸ Gerd Krumeich, *op. cit.*

terait la neutralité de la Belgique. Le ministre répondit en assurant que *l'Allemagne n'entrerait pas en Belgique avant la France*. « Il semble, dit Gerd Krumeich, « que les députés de gauche se soient contentés de cette réponse »⁶⁹.

« En définitive, les partis de gauche, surtout les sociaux-démocrates, ont accepté le budget des nouveaux armements de 1913. Il est vrai qu'ils ont aussi demandé – et qu'ils ont obtenu – des modifications du système d'impôts pour “faire payer les riches”, mais l'important n'est pas dans cette réforme, comme on a trop souvent affirmé, mais dans la conviction qu'il fallait en effet accroître les armements, pour que l'Allemagne puisse réaliser son planning militaire sans être exposée à une “attaque brusquée”⁷⁰. »

Pendant ce temps, les socialistes français multipliaient les efforts pour minimiser l'impact de l'accroissement des dépenses militaires allemandes, et en même temps s'efforçaient d'empêcher l'accroissement des dépenses militaires françaises, sans être capables de voir que l'antimilitarisme était à sens unique. Cet aveuglement s'appuyait sur une confiance inébranlable dans les social-démocrates allemands. Les socialistes français agissaient comme si l'accroissement des dépenses militaires allemandes – avec l'assentiment des socialistes allemands – n'avait aucun impact sur la capacité desdits socialistes allemands à empêcher la guerre. Les moindres déclarations de socialistes allemands contre la guerre étaient amplifiées dans la presse socialiste française. Un délégué allemand, Molkenbuhr⁷¹, déclara ainsi au congrès de Brest en 1913 :

⁶⁹ Gerd Krumeich, *op. cit.*

⁷⁰ *Ibid.*

⁷¹ Hermann Molkenbuhr (1851-1927), issu d'un milieu ouvrier, était l'un des membres les plus influents du SPD. En 1872 il adhère à l'ADAV, fondée en 1863 par Lassalle, dont il devient président en 1874. Il participe l'année suivante au congrès d'unification de l'ADAV avec le parti social-démocrate. En 1881 il émigre aux États-Unis, et revient en Allemagne en 1884. Il est élu au Reichstag de 1890 à 1918.

« Nous ne croyons pas qu'il y ait un peuple au monde qui ait vraiment l'intention, comme on le dit souvent pour nous en Allemagne, de tenter l'invasion de votre pays... Nous, socialistes allemands, nous voterons toujours contre tous les projets d'armement : les affirmations contraires sont des mensonges formidables ⁷². »

Ces propos, tenus un mois avant le vote par les socialistes allemands de l'impôt de guerre exceptionnel, sont aussitôt reproduits, commentés, amplifiés par la presse socialiste française. Ainsi, Marcel Cachin déclare à la tribune du conseil municipal de Paris, le 7 mars 1913 :

« Les socialistes allemands ont clamé au gouvernement impérial : “Si vous déclarez la guerre à la France, si vous vous jetez dans cette aventure, c'est le trône même que vous jouerez.” C'est cette menace de la classe ouvrière allemande tendant à la France une main fraternelle qui seule a empêché les agressions du césarisme allemand contre la démocratie de France. L'Internationale est à nos yeux le grand fait historique des temps modernes : c'est elle qui assure la paix ⁷³. »

On tente de rassurer l'opinion française devant l'armement de l'Allemagne. Jaurès dénonce « l'abominable campagne d'affolement de la réaction nationaliste » ⁷⁴. Les députés socialistes français s'opposaient avec la plus extrême fermeté à toute politique d'armement alors même que leurs collègues socialistes allemands votaient les impôts supplémentaires pour l'armement de l'Allemagne. Et les naïfs députés socialistes français continuaient de protester à la Chambre contre toute affirmation de bellicisme allemand, mettant en garde l'opinion « contre des campagnes de panique auxquelles elle [la droite] se prêtait trop facilement » ⁷⁵ – déclaration faite neuf mois après

⁷² *Mouvement socialiste*, mars-avril 1913, p. 229 sqq.

⁷³ *L'Humanité*, 8 mars 1913.

⁷⁴ *L'Humanité*, 6 février 1913.

⁷⁵ *JO*, Débats, Assemblée nationale, 19 mars 1914, p. 1764.

que les social-démocrates allemands aient voté l'impôt de guerre de 1,5 milliard... Cet aveuglement des socialistes français a peut-être une explication, mais l'explication pose un nouveau problème.

Les social-démocrates allemands, fidèles à une vieille tradition libérale et démocratique allemande dont Marx et Engels s'étaient faits les porte-parole zélés, attendaient une guerre contre la Russie. En 1848 déjà, Marx et Engels avaient appelé à une guerre contre ce pays car ils espéraient que cela susciterait une sorte de « levée en masse » du type de celle de 1792 en France, dirigée contre l'absolutisme tsariste. Une guerre contre la Russie était en outre censée contraindre le roi de Prusse à faire des concessions démocratiques. Depuis longtemps, donc, les socialistes allemands s'étaient préparés à l'idée d'une guerre à l'Est. Ils pensaient donc que la guerre déclenchée en août 1914 était une guerre contre la Russie. Cette idée était profondément ancrée dans les esprits. Cela expliquerait donc l'enthousiasme avec lequel ils ont voté les crédits de guerre 1913 et en 1914.

Il est plus que probable que les social-démocrates allemands aient transmis à leurs camarades français cette vision stratégique de café du commerce. En effet, après la défaite contre l'Allemagne en 1870-1871, le gouvernement français s'était allié à la Russie, et les socialistes français, encouragés par les social-démocrates allemands, avaient fermement combattu cette alliance. Ainsi s'éclaire l'exclamation d'un député socialiste à la chambre. Lors d'une séance à l'Assemblée nationale du 12 juin 1914, Alexandre Ribot ⁷⁶ présentant un nouveau gouvernement à la Chambre, déclara que l'Allemagne avait subitement augmenté les effectifs de l'armée en temps de paix pour les porter à 870 000 hommes, ce qui constituait

⁷⁶ Alexandre Ribot (1842-1923) fut un des artisans de l'alliance avec la Russie. Il fut pendant quelques jours, du 9 au 14 juin 1914, président du Conseil.

un réel danger. Pierre Brizon, député socialiste s'exclama : « Pas contre nous ⁷⁷ ! » Les socialistes français avaient ingurgité les fantasmes stratégiques des socialistes allemands, hérités de Marx et Engels, et avaient complètement intégré la propagande social-démocrate selon laquelle l'Allemagne ne fera pas la guerre à la France. Les socialistes français ignoraient-ils le soutien socialiste aux crédits exceptionnels de 1913 ?

L'explication étant donnée – pour hypothétique qu'elle soit –, cela pose un problème : les social-démocrates allemands étaient-ils candides, ou étaient-ils consciemment complices de la politique expansionniste allemande ? Certains auteurs le pensent (Edmond Las-

⁷⁷ Séance du 12 juin 1914, p. 2438. Pierre Brizon (1878-1923), député socialiste de l'Allier de 1910 à 1919, libre penseur et pacifiste, il dénonce l'Union sacrée en 1914 et participe à la conférence de Kienthal en 1916. Il adhérera ensuite au Parti communiste dont il sera exclu en 1922.

kine ⁷⁸, Charles Andler ⁷⁹). Nous ne nous hasarderons pas sur ce terrain.

12) L'obstination des social-démocrates allemands à refuser de parler de la guerre

De la pensée de Marx, les social-démocrates allemands et ceux des socialistes français qui voient en eux un modèle ont retenu la vision déterministe de l'histoire. L'évolution de la société capitaliste est soumise à un déterminisme économique dont le terme inévitable est l'ap-

⁷⁸ Edmond Laskine, ancien élève de l'École normale supérieure et agrégé de l'université, avocat à la cour d'appel de Paris. Collaborateur du journal *Le Matin*. Il fut secrétaire général du Comité de la Rive gauche du Rhin. Il écrivit un ouvrage, *L'Internationale et le pangermanisme*, extrêmement documenté mais frappé d'un parti-pris ouvertement anti-marxiste et anti-social-démocrate. La social-démocratie y est systématiquement épelée Sozial-Demokratie, pour bien souligner son origine germanique. La thèse centrale de l'ouvrage est que Marx et la social-démocratie ont tout fait pour assurer l'hégémonie du socialisme allemand en Europe, et l'élimination du socialisme français. La date de parution de l'ouvrage explique sans doute le ton qui y est adopté : 1916. Si nous partageons la thèse de Laskine (la volonté hégémonique du socialisme allemand) – il y a trop d'éléments concordants qui vont dans ce sens – nous pensons qu'il convient de garder une certaine distance. Le parti-pris évident de l'auteur n'invalide pas l'ensemble de son discours, cependant un minimum d'esprit critique est nécessaire.

⁷⁹ Charles Andler (1866-1933) germaniste français, professeur d'allemand au Collège de France et à la Sorbonne. En 1889, Andler adhère au Parti ouvrier socialiste révolutionnaire de Jean Allemane. Avec Lucien Herr, bibliothécaire à l'École normale supérieure, il fonde en 1899 l'École socialiste à Paris dont l'objectif était de rendre plus accessibles les théories du mouvement socialiste. Il fonde également le Groupe de l'unité socialiste à Paris. Il dirige la Société nouvelle de librairie et d'édition, une société fidèle aux idées réformatrices de Jean Jaurès fondée par Lucien Herr. En 1901, il traduit en français le *Manifeste communiste* de Karl Marx. Charles Andler est l'auteur, entre autres de *Les Origines du socialisme d'État en Allemagne*, thèse de doctorat (1897) ; « Le Socialisme impérialiste dans l'Allemagne contemporaine », dossier d'une polémique avec Jean Jaurès (1912-1913) (1918) ; *Le Pangermanisme, ses plans d'expansion allemande dans le monde* (1915) ; *Les Usages de la guerre et la doctrine de l'État-major allemand* (1915) ; *La Décomposition politique du socialisme allemand, 1914-1919* (1919).

parition d'une société socialiste. Cette conviction, issue d'une interprétation quelque peu mécaniste de la pensée de Marx, mais qui n'est pas absente de son œuvre, en particulier *Le Capital*, va être déterminante dans la définition de la stratégie politique que la social-démocratie allemande va développer et dans l'attitude à adopter dans l'hypothèse où une guerre serait déclenchée.

Le programme du SPD est encore celui qui a été voté à Erfurt en 1891 : le socialisme est décrit comme le résultat d'un développement économique inéluctable. Convaincus du caractère inéluctable de leur accession au pouvoir, les dirigeants socialistes allemands ne vont pas considérer comme prioritaire la propagande contre la guerre. Cela apparaît de manière évidente aux congrès de Stuttgart (1907), de Copenhague (1910) et de Bâle (1912) : ce qui est décisif, c'est le travail d'organisation et de renforcement du parti, indispensables pour préparer son accession au pouvoir. En effet, la guerre, considérée comme un produit nécessaire du capitalisme, conduira inévitablement celui-ci à sa chute et à l'avènement consécutif du socialisme. Le prolétariat – à travers ses organes dirigeants, cela va de soi – doit se préparer à gouverner.

C'est l'évolution même de la société capitaliste qui rend la chute du capitalisme nécessaire. La classe ouvrière doit être prête à cette éventualité. C'est ainsi, pensons-nous, qu'il faut comprendre cette déclaration selon laquelle le devoir de la social-démocratie « consiste non pas à hâter l'inévitable catastrophe, mais à la retarder le plus possible, c'est-à-dire à éviter avec soin tout ce qui pourrait ressembler à une provocation ou à un semblant de provocation, car le temps gagné augmente ses chances de succès »⁸⁰ – c'est-à-dire d'accession au pouvoir, par les élections, s'entend. On comprend dès lors que la grève

⁸⁰ Karl Kautsky, *Le marxisme et son critique Bernstein*, Préface à l'édition française, Paris, Stock, 1900, p. XII.

(<http://www.archive.org/details/lemarxismeetsonc00kaut>).

générale soit catégoriquement rejetée, car incontestablement, elle apparaîtrait aux yeux du pouvoir comme une « provocation ».

Au congrès de Bâle, un « Manifeste » avertissait les gouvernements qu'« ils ne pourraient sans péril pour eux-mêmes déclencher la guerre ». Le « Manifeste » rappelle que déjà la guerre franco-prussienne de 1870-1871 avait provoqué l'explosion de la Commune, que la guerre russo-japonaise avait « mis en mouvement les forces de la révolution du peuple russe ». Il ne s'agit donc pas de perdre son temps dans l'agitation antimilitariste mais de renforcer le parti pour le préparer au pouvoir. Les rédacteurs de ce « Manifeste » étaient de piètres historiens. Ils ne voyaient pas que la Commune avait été la conséquence de la *défaite* de la France, défaite qui avait permis à la classe dirigeante allemande de mettre en place une véritable dictature militaire en Allemagne. La guerre russo-japonaise avait été *perdue* par la Russie, ce qui avait conduit à la révolution de 1905 : le Japon avait pu ainsi accéder au rang de puissance militaire mondiale. Dans ces deux cas, la révolution s'était déroulée dans le pays *vaincu*. Or en soutenant l'effort de guerre allemand, les social-démocrates pariaient sur une victoire de l'Allemagne sans comprendre que cette victoire allait renforcer considérablement la puissance répressive de l'État contre la classe ouvrière. C'est là un point que Kropotkine avait parfaitement compris, et là se trouve l'explication de son soutien à l'Entente.

De fait, c'est après la *défaite* de l'Allemagne en 1918 qu'une révolution éclate dans ce pays.

L'obstination des social-démocrates allemands à refuser même de débattre de la question de la grève générale est stupéfiante. Au congrès de Stuttgart, Bebel avait rejeté tout recours à la grève générale et s'expliquait :

« Je ne sais ce qui adviendra, mais je crois que si cette guerre éclatait, elle serait probablement la dernière et mettrait en jeu l'existence de toute société bourgeoise. Nous ne pouvons donc rien faire d'autre, que d'éclairer les cerveaux, faire de la propagande et nous organiser ⁸¹. »

Cette remarque est terrible car elle conduit à se demander si Bebel – et sans doute les dirigeants de la social-démocratie – ne *souhaitaient* pas, implicitement ou inconsciemment, cette guerre parce qu'ils s'étaient convaincus qu'à son issue le capitalisme ne survivrait pas et qu'ils prendraient le pouvoir. L'idée semble être, parmi les dirigeants de la social-démocratie, une constante : on la trouve dans divers ouvrages, en particulier dans *Le Chemin du pouvoir*, de Kautsky, écrit en 1909 ⁸².

Bebel n'est d'ailleurs pas partisan de condamner indistinctement toute guerre. Il développe ce point au congrès de Stuttgart, et exprime sans nul doute l'avis de la grande majorité des délégués. Il s'oppose aux positions des internationalistes les plus radicaux selon lesquels il n'y a pas de guerre défensive. Il conteste qu'il ne soit pas possible de faire la distinction entre guerre d'agression et guerre de défense. Jaurès rapporte (résume plutôt) les propos de Bebel dans *L'Humanité* du 28 sep-

⁸¹ August Bebel, congrès de Stuttgart, 1907 compte rendu analytique p. 162.

⁸² Sur ce texte il convient de dire quelques mots. Une première version avait été écrite dans laquelle Kautsky parlait d'une possibilité de « révolution » : « Personne ne sera assez naïf pour prétendre que nous passerons pacifiquement et imperceptiblement de l'État militariste à la démocratie », y dit-il. De telles formules étaient dangereuses car elles pouvaient conduire à des procès que le parti, soucieux de respecter la légalité, voulait éviter à tout prix. La direction du parti – Bebel, surtout – décida donc de mettre la brochure au pilon. Kautsky en appela à la commission de contrôle du parti, qui lui donna raison. Bebel persistant dans son refus. Kautsky finit par se soumettre et modifia son texte, supprimant tous les passages litigieux. Cette affaire semble avoir brisé Kautsky, qui devint dès lors un parfait serviteur de l'appareil du parti. (Les éditions *Anthropos* ont publié en 1969 le *Chemin du pouvoir* avec une présentation et des lettres qui éclairent cette affaire.)

tembre 1907 : « Il serait bien triste que des hommes qui ont fait, pour ainsi dire, de la politique leur profession, fussent incapables de savoir s'il s'agit d'une guerre offensive ou d'une guerre défensive ⁸³. »

Et Jaurès commente :

« Bebel proclame que le devoir des socialistes est de participer à la guerre quand ils jugent, eux, qu'elle a pour objet la défense de l'indépendance nationale. Et il déclare qu'il est possible au prolétariat de discerner s'il s'agit vraiment de défendre la patrie ou si le gouvernement a suscité la guerre par une politique offensive, par une politique de ruse, de convoitise ou d'orgueil. Ce jugement, le prolétariat a le droit et le devoir de le formuler. Ce n'est pas l'obéissance muette et passive, ce n'est pas le "patriotisme incondicional" que nos patriotes veulent imposer aux prolétaires ⁸⁴. »

Jusqu'au dernier moment, Jaurès a tenté d'éviter la guerre. Son assassinat, quatre jours avant le déclenchement des hostilités, laissa en suspens une question que beaucoup se sont posée : quelle attitude aurait-il adoptée s'il avait vécu ? Ce passage de *L'Humanité* répond peut-être à la question. Ainsi Bebel, approuvé par Jaurès, estime que les socialistes, le prolétariat, ont la capacité de discerner s'il s'agit d'une guerre défensive, et s'ils ont par conséquent le devoir d'y participer. Bebel affirme qu'aujourd'hui il est tout à fait possible de faire la distinction : dès lors, il devient absurde de condamner toute guerre, indistinctement : la guerre menée par un peuple pour se dé-

⁸³ Les propos que Bebel a réellement tenus se trouvent dans le compte rendu analytique du congrès : « Je conteste que l'affirmation d'après laquelle il est difficile de dire qu'une guerre a le caractère d'une guerre d'attaque ou de guerre de défense soit exacte. Les situations ont complètement changé. L'homme politique averti aperçoit très bien les causes des catastrophes guerrières et il démêle sans trop de difficulté le fil conducteur du conflit. La politique secrète des cabinets n'existe plus. » (Compte rendu analytique du secrétariat du Bureau socialiste international, Désiré Brismée 1908, p. 118.)

⁸⁴ *L'Humanité*, 28 septembre 1907, n° 1259.

fendre devient légitime. Ce qui est condamnable, c'est la guerre de conquête. C'est ce que reconnaît implicitement la résolution de Stuttgart sur le militarisme, qui affirme vouloir rendre « impossible les guerres agressives ». Sur l'attitude de Jaurès s'il n'avait pas été assassiné, la vraie question est donc de savoir à quel moment il aurait fini par réaliser qu'il s'agissait pour la France d'une guerre de défense.

Dans son article, Jaurès conclut que si le parti socialiste allemand est amené à déclarer que « la patrie allemande » n'est pas « menacée dans son indépendance », que « la guerre n'a donc pas pour objet de la défendre, mais qu'elle procède des pensées mauvaises de ses dirigeants » ; si donc le parti socialiste allemand « fait cette déclaration solennelle au nom des trois millions de prolétaires qui lui ont donné leur confiance, il crée par là même en Allemagne une situation révolutionnaire »⁸⁵. On reste stupéfait par tant de candeur. Dès lors, les socialistes allemands se trouvent devant l'obligation, proclamée par eux à Stuttgart, de « développer toute la force d'action qui est en eux pour prévenir ou pour arrêter la guerre. Et leur action sera d'autant plus efficace que l'iniquité de leur gouvernement apparaîtra mieux. »

L'argumentation de Jaurès devient ici stupéfiante : la « force d'action » des socialistes allemands se mesurera en quelque sorte à l'aune de l'« iniquité » dont fera preuve leur gouvernement, et elle apparaîtra « d'autant mieux que la France marquera plus nettement par une politique constante, sa ferme et loyale volonté de paix ». Autrement dit, plus le gouvernement allemand aura une volonté agressive, plus il faudra faire confiance aux socialistes allemands (et à eux seuls) pour s'y opposer, et plus il faudra que la France donne des preuves de sa volonté de paix. Nous avons déjà suggéré que l'attitude des socia-

⁸⁵ *Ibid.*

listes français avait un relent quelque peu munichois. En voilà encore une manifestation.

Kautsky, lui, semble être sur des positions plus réalistes. Jaurès rapporte les propos qu'il a tenus lors du congrès d'Essen :

« Bebel pense que nous sommes aujourd'hui beaucoup plus en état qu'en 1870 de discerner si une guerre est offensive ou défensive. Je ne voudrais pas prendre sur moi cette responsabilité. Je ne voudrais pas garantir que nous pourrions assurer toujours si le gouvernement nous dupe ou s'il a vraiment pour objet de défendre la nation menacée. (*Très bien.*)⁸⁶ »

Kautsky est un des rares à comprendre que la manipulation de l'opinion est une arme décisive entre les mains de l'État, du capital et de la presse. Dans son intervention, rapportée par Jaurès, Kautsky s'interroge même sur l'opportunité de la classe ouvrière à participer à la guerre, même si le pays est attaqué. La question que les socialistes doivent se poser, dit-il, n'est pas de savoir si la guerre est offensive ou non, mais de savoir si « un intérêt prolétarien ou démocratique est en question ». Car une guerre mondiale intéresse toute l'Europe et pas seulement le parti allemand :

« Le gouvernement allemand pourrait un jour démontrer aux prolétaires allemands qu'ils sont attaqués ; le gouvernement français pourrait, de son côté, démontrer la même chose aux prolétaires français, et nous aurions alors une guerre où prolétaires allemands et prolétaires français suivraient leurs gouvernements avec le même enthousiasme, s'égorgeraient et se tueraient réciproquement. C'est contre cela qu'il faut se prémunir, et nous ne nous prémunirons contre ce danger qu'en adoptant, non pas ce critérium, mais le critérium de l'intérêt prolétarien⁸⁷ ... »

⁸⁶ *Ibid.*

⁸⁷ *Ibid.*

En cas de guerre, ajoute Kautsky, la démocratie socialiste allemande ne se dira pas d'abord allemande, puis prolétarienne, « elle dira qu'elle est avant tout un parti prolétarien ».

L'analyse de Kautsky soulève deux points importants : en suggérant que le prolétariat peut être manipulé, il anticipe sur l'extraordinaire propagande belliciste que mettront en œuvre les gouvernements allemand et français, sur le matraquage médiatique sans précédent qui conditionnera les populations en faveur de la guerre. Le niveau de la manipulation trouve une illustration parmi de nombreuses autres dans un article de *l'Intransigeant* du 16 août 1914 : « Les schrapnells éclatent mollement et tombent en pluie inoffensive. Le tir est très mal réglé. Quant aux balles, elles ne sont pas très dangereuses. Elles traversent les chairs de part en part, sans faire aucune déchirure. »

Dans son intervention, Kautsky avait cité le cas de la guerre russo-japonaise : les socialistes russes auraient-ils dû soutenir leur gouvernement ? » Assurément non », dit-il. Et Bebel lui fait une réponse dont Jaurès se félicite ; mais ce dernier ne semble pas en avoir compris le sens : « A coup sûr, les Japonais ont été les agresseurs ; nous nous en sommes réjouis, nous leur avons souhaité la victoire, et *nous n'avons pas conseillé à nos amis russes de répondre à cette agression par une contre-attaque.* » Autrement dit, Bebel se réjouit de l'agression japonaise contre la Russie et se félicite que les socialistes russes n'aient pas réagi. Pourquoi ? En attaquant la Russie, le Japon a affaibli celle-ci, il a fait ce que Bebel aurait souhaité que l'Allemagne fit. Bebel identifie l'Allemagne au Japon dans son rôle d'agresseur de la Russie. Il est d'ailleurs en totale contradiction avec lui-même puisqu'il vient de dire qu'il est possible de distinguer guerre d'agression et guerre de défense, et que les socialistes peuvent participer à une guerre défensive ! Ces propos

illustrent parfaitement que Bebel, et une grande partie des social-démocrates allemands, ne se déterminent en réalité pas par rapport à des principes mais par rapport à une vision de la Realpolitik axée sur les intérêts de l'Allemagne. Le fait que Jaurès n'ait pas compris cela montre l'incroyable naïveté des socialistes français et leur totale inféodation à la vision allemande de la politique européenne.

Les social-démocrates allemands semblent plus enclins à condamner le militarisme que la guerre : ce n'est d'ailleurs pas innocent, puisque la guerre peut avoir une fonction positive, « objectivement ». Le militarisme quant à lui, semble plutôt désigner la tendance inhérente au capitalisme à mener des guerres offensives. Comme les socialistes allemands, Jaurès est persuadé que l'anticipation, par les capitalistes, des conséquences que produirait le déclenchement d'une guerre – la menace d'une révolution – suffira à l'empêcher.

Table des matières

Kropotkine et la Grande Guerre.....	1
Avant-propos.....	5
I. – Les Prémices.....	13
1) Débats sur la guerre au sein de la Première internationale.....	13
2) Basculement du rapport des forces en Europe.....	21
3) Allemagne : Une gauche expansionniste ?...24	
4) Passif avec la social-démocratie allemande.....	33
5) L'internationalisme prolétarien : un schéma théorique.....	40
II. – Anarchistes et syndicalistes face à la guerre.....	46
1) Un texte peu connu de Kropotkine : « La Guerre » (1912).....	46
2) La lettre à August Steffen.....	63
3) « L'Internationale Anarchiste et la Guerre ».....	75
4) Le « Manifeste des Seize ».....	78
5) Maurice Laisant et Hem Day.....	90
6) Malatesta.....	97
7) Les signataires du « Manifeste des Seize » s'expliquent.....	104
8) Juillet 1893 : le congrès national des chambres syndicales & groupes corporatifs ouvriers.....	112
9) La CGT et la guerre.....	115
III. – Hégémonie du socialisme allemand.....	123
1) Évacuer les anarchistes de l'Internationale.....	123
2) 1889 : Fondation de la IIe Internationale...127	
3) La IIe Internationale et la guerre.....	135

4) L'Internationale social-démocrate se construit dans son opposition aux « anarchistes ».....	146
5) L'année 1900 à Paris.....	151
6) Préludes du congrès ouvrier révolutionnaire de Paris prévu les 19-22 septembre 1900.....	154
7) Jean Jaurès.....	157
8) Le congrès de Stuttgart 1907.....	162
9) « Nous étions un peuple fini ».....	166
10) Le congrès de Copenhague (28 août-4 septembre 1910).....	170
11) L'impôt de guerre extraordinaire.....	176
12) L'obstination des social-démocrates allemands à refuser de parler de la guerre.....	182